Les Enjeux Eco

Quotidien national de l'économie

Mardi 6 mai 2025 - Prix : 20 DA - http:www.lesenjeuxeco.dz ■ N°629 ■

TÉLÉPHONIE MOBILE

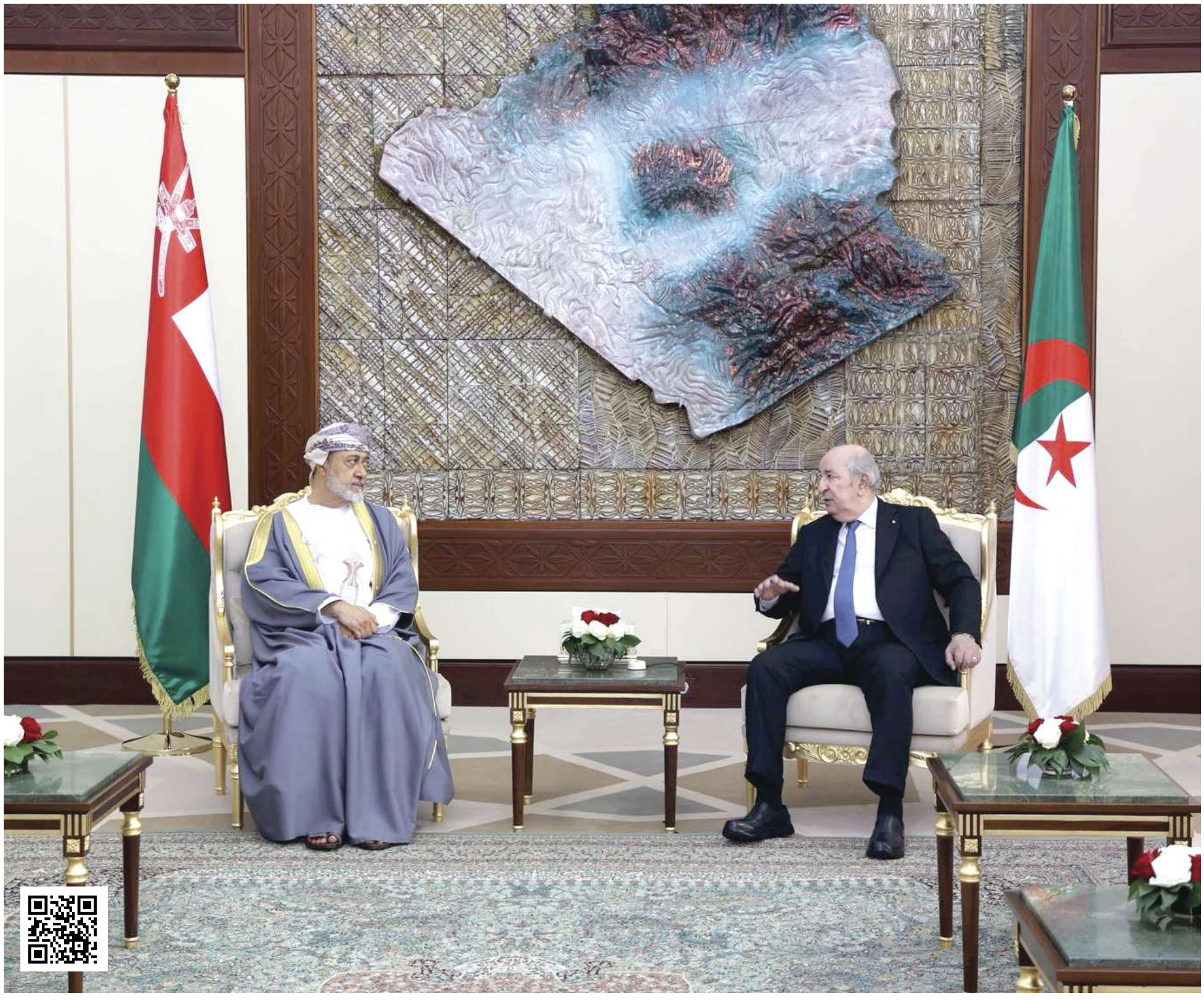
Djezzy investit 4,6 milliards DA pour renforcer son réseau au 1er trimestre

P 5

11 MÉMORANDUMS D'ENTENTE SIGNÉS ENTRE LES DEUX PAYS

L'axe Alger-Mascate se renforce

La coopération entre l'Algérie et le Sultanat d'Oman a franchi une nouvelle étape avec la signature de onze (11) mémorandums d'entente portant sur plusieurs domaines de coopération entre les deux pays. P 3



L'ALGÉRIE PARTICIPE À LA CONFÉRENCE « CIM CONNECT 2025 » AU CANADA

Promouvoir la coopération bilatérale dans le domaine minier P 2

PROGRAMME AADL 3

Les nouvelles annonces du ministre de l'Habitat P 2

DIGITALISATION DE LA BOURSE D'ALGER

Bientôt un système de cotation en ligne P 5

AVEC LA PARTICIPATION DE 43 EXPOSANTS

Ouverture du 1er Salon national QHSE Expo à Oran

Le 1er Salon national de la Qualité, de l'Hygiène, de la Sécurité et de l'Environnement (QHSE Expo), s'est ouvert lundi au Centre des conventions d'Oran (CCO) "Mohamed Benahmed" avec la participation de 43 exposants nationaux issus de divers secteurs industriels. Cet évènement organisé sous le thème "Pour une culture QHSE durable", se veut un espace d'échange et de sensibilisation sur les enjeux liés à la prévention des risques professionnels, la gestion environnementale et l'amélioration continue des systèmes qualité. "Ce salon s'adresse aux professionnels des secteurs de l'industrie, de la santé, du bâtiment et travaux publics (BTP), de l'énergie ou encore de l'agroalimentaire, tous concernés par les problématiques de sécurité au travail et de respect de l'environnement", a souligné Resouane Hamou, coorganisateur de l'événement, en marge de la cérémonie d'ouverture. Au programme de ce salon, qui s'étalera sur trois jours: des conférences thématiques, des ateliers pratiques et des présentations de solutions innovantes en matière de gestion des risques, de traitement des déchets industriels, de certifications ISO, ainsi que des démonstrations d'équipements de sécurité. "La tenue de ce salon à Oran vise également à encourager les entreprises locales à intégrer davantage les standards QHSE dans leurs politiques internes, notamment dans un contexte où les exigences réglementaires et les attentes sociétales en matière de durabilité ne cessent de croître", a déclaré, pour sa part, Ouamer Abdelkrim, directeur central HSE au Groupe Sonatrach, qui a présidé la cérémonie d'ouverture. Plusieurs organismes publics et privés participent à cette première édition co-organisée par le CCO et l'agence événementielle "Offline", parmi lesquels des établissements de formation, des cabinets de conseil spécialisés, des fournisseurs d'équipements de sécurité, ainsi que des représentants d'entreprises certifiées QHSE. Le salon QHSE Expo d'Oran constitue une plateforme propice à la mise en réseau des acteurs du secteur, à la promotion des bonnes pratiques et à la valorisation de l'expertise nationale dans le domaine, a-t-on indiqué.

PROGRAMME AADL 3

Les nouvelles annonces du ministre de l'Habitat

Le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Mohamed Tarek Belaribi, a affirmé, lundi à Alger, que les logements du programme location-vente (AADL 3) connaitront de nouvelles améliorations sur le plan architectural, soulignant que celles-ci n'auront pas un grand impact sur les prix des unités de logement.

Par Selma R.

Lors de sa visite au Salon international du bâtiment, des travaux publics et des matériaux de construction "Batimatec 2025", organisé au Palais des expositions-Pins maritimes, le ministre a précisé que le système de chauffage central sera généralisé dans le cadre de ce programme, «en vue de préserver la sécurité des citoyens et d'éviter les accidents liés à l'intoxication au gaz».

Lors de cette visite, M. Belaribi était accompagné du ministre du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national, Tayeb Zitouni, du ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig, du ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Lakhdar Rekhroukh, du ministre de l'Industrie, Sifi Ghrieb, ainsi que du président du Conseil national économique, social et environnemental (CNESE), Mohamed Boukhari. L'Agence de l'amélioration et du développement du logement (AADL) s'emploie à ajuster les prix des logements pour être à la portée des citoyens, soit des prix «équivalents ou inférieurs à ceux des logements promotionnels aidés (LPA)», a-t-il fait savoir, ajoutant que le prix unitaire dans le cadre de ce programme pourrait connaitre «une légère hausse». Il a, par ailleurs, rappelé que la formule location-vente offrait aux souscripteurs la possibilité de payer le prix du logement sur une période pouvant aller jusqu'à 35 ans. Il a par ailleurs révélé que 901 000 souscripteurs, sur les 1 240 000 inscrits, remplissent déjà les conditions d'éligibilité pour bénéficier des logements AADL 3, et que le traitement des dossiers se poursuit.

Par ailleurs, le ministre a annoncé le lancement de la réalisation d'environ 250.000 unités de logement, toutes formules confondues, à travers le territoire national, au cours du premier semestre de l'année en cours.

Il a précisé «ce projet s'inscrit dans le cadre du programme national établi jusqu'en 2029, prévoyant la réalisation de deux millions d'unités de logement». En visitant les stands des exposants, Belaribi a insisté sur le respect des normes internationales dans le secteur du bâtiment et le renforcement des capacités nationales en matière de production de fer et d'acier, saluant les progrès réalisés par les entreprises nationales actives dans ce domaine.

Participation de 850 exposants, dont 320 étrangers

Disposant d'une superficie d'exposition de 40.000 mètres carrés, cette édition du Salon connaît une large participation nationale et internationale couvrant toutes les branches du secteur du bâtiment, des matériaux de construction et des travaux publics. Des entreprises étrangères représentant une quinzaine de pays, dont la Chine, la Turquie, l'Italie, le Portugal et l'Espagne, y prennent également part. Selon le ministre cette 27e édition du Salon « Batimatec 2025 », a enregistré la participation de 850 exposants, dont 420 Algériens et 320 étrangers venus de 15 pays, dont de la Russie et l'Inde pour la première fois. Par ailleurs, le ministre a annoncé qu'une réunion sera tenue prochainement avec les investisseurs et opérateurs activant dans le domaine du bâtiment, pour l'élaboration d'une feuille de route visant l'augmentation des exportations algériennes de matériaux de construction, ayant atteint un milliard de dollars en 2024. « Nous souhaitons qu'à l'horizon fin 2025, la céramique et les autres matériaux de construction soient en tête des filières exportatrices», conclut-il.

L'ALGÉRIE PARTICIPE À LA CONFÉRENCE « CIM CONNECT 2025 » AU CANADA

Promouvoir la coopération bilatérale dans le domaine minier

Par R E.

La Secrétaire d'État auprès du ministre de l'Énergie, chargée des Mines, Mme Karima Tafer, participe aux travaux de la conférence et exposition « CIM Connect 2025 », qui se tient dans la ville de Montréal, au Canada, du 4 au 7 mai 2025, selon un communiqué du ministère publié hier lundi.

Elle est accompagnée dans cette mission par des délégations composées de cadres des ministères de l'Énergie, des Mines et des Énergies renouvelables, ainsi que de représentants de l'Agence nationale des activités minières (ANAM), de l'Agence du service géologique de l'Algérie (ASGA) et du groupe SONAREM. Cet événement est l'un des plus importants forums internationaux dans le domaine de l'industrie minière.

Il est organisé par l'Institut canadien des mines, de la métallurgie et du pétrole (ICM), et l'édition de cette année devrait attirer plus de 6000 participants venus de différents pays à travers le monde, parmi lesquels des acteurs économiques, des experts, des chercheurs, des décideurs ainsi que des représentants d'entreprises technologiques de premier plan.

L'édition 2025 se tient sous le thème « Les minéraux, l'innovation et la transition énergétique ».

Le programme scientifique et technique de la conférence mettra l'accent sur des sujets stratégiques tels que l'intelligence artificielle dans le secteur minier, les technologies des énergies renouvelables, le stockage de l'énergie, la numérisation des chaînes de valeur minières, ainsi que les tendances du marché mondial des minéraux, sans oublier les meilleures pratiques en matière de durabilité et de responsabilité environnementale.

La participation de la Secrétaire d'État s'inscrit dans le cadre de la stratégie de l'Algérie visant à renforcer son ouverture sur l'environnement international et à promouvoir la coopération bilatérale et multilatérale dans le domaine minier, notamment avec le Canada, considéré comme l'un des pays leaders dans ce secteur. Elle vise également à valoriser les importantes potentialités minières dont dispose l'Algérie, à attirer des investissements de qualité, et à favoriser le transfert de savoir-faire et de technologies.

Mme Karima Tafer devrait tenir plusieurs rencontres bilatérales avec des responsables canadiens, des représentants d'organismes et d'institutions internationales, ainsi que des investisseurs et des grandes entreprises opérant dans le secteur minier et technologique, en vue d'explorer des opportunités de coopération et de partenariat, d'échanger des expertises et de développer des projets miniers. À noter que cette participation reflète l'engagement de l'Algérie à bâtir un secteur minier moderne, durable et compétitif, fondé sur l'innovation et la bonne gouvernance des ressources, contribuant activement à la transition énergétique et au développement économique durable, conformément à la vision des hautes autorités du pays.

Quotidien economique
Les Enjeux Éco
Edité par la SARL Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub Abdelaziz

Directeur de publication
Radji Zahir

Siège social
Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005 001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre: les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

11 MÉMORANDUMS D'ENTENTE SIGNÉS ENTRE LES DEUX PAYS

L'axe Alger-Mascate se renforce

La coopération entre l'Algérie et le Sultanat d'Oman a franchi une nouvelle étape avec la signature de onze (11) mémorandums d'entente portant sur plusieurs domaines de coopération entre les deux pays.

Par Sirine R.

En effet, une cérémonie a été organisée hier au siège de la Présidence de la République, à l'issue des entretiens entre le président de la République, Abdelmadjid Tebboune et le Sultan d'Oman, sa Majesté Haitham ben Tariq, qui a achevé sa visite d'Etat de deux jours en Algérie.

Dans ce cadre, un mémorandum d'entente a été signé entre l'Office national de la recherche géologique et minière (ORGM), filiale du groupe Sonarem, et la Minerals Development Oman (MDO), société relevant de l'Autorité d'investissement d'Oman. Il a été signé par le PDG du groupe Sonarem, M. Belkacem Soltani, et le président exécutif de la MDO, M. Mattar bin Salim Al Badi.

Une feuille de conditions relative à un accord préliminaire entre le groupe Sonatrach et la société omanaise Abraj Energy Services a été signée à cette occasion par le PDG de Sonatrach, M. Rachid Hachichi, et le directeur exécutif d'Abraj Energy Services, M. Saif Said Al Hamhami.

Un mémorandum d'entente a aussi été signé entre le ministère de l'Industrie pharmaceutique et le ministère de la Santé du Sultanat d'Oman dans le domaine de l'industrie pharmaceutique, respectivement par le ministre de l'Industrie pharmaceutique, M. Ouacim Kouidri, et le ministre omanais de la Santé, M. Hilal bin Ali Al Sabti.

Un programme exécutif de coopération scientifique et technique dans le domaine de la pêche a en outre été signé entre le Centre national de recherche et de développement de la pêche et de l'aquaculture (CNRDPA) et le Centre des sciences aquatiques et de la pêche du Sultanat d'Oman.

Le document a été signé par le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, M. Youcef Cherfa, et le ministre omanais de l'Agriculture, de la Pêche et des Ressources en eau, M. Saud bin Hamood Al Habsi.

Dans le même secteur, les deux ministres ont également signé un programme exécutif relatif à un mémorandum d'entente de coopération dans les domaines de la protection des végétaux et de la santé animale, ainsi qu'un mémorandum d'entente de coopération dans le domaine agricole.

De plus, un programme exécutif de coopération a été signé entre le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale et le ministère du Travail du Sultanat d'Oman, en matière d'inspection du travail pour la période 2025-2027.

Le document a été signé par le ministre du secteur, M. Fayçal Bentaleb, et le ministre omanais des Affaires étrangères, M. Badr Bin Hamad Albusaidi. Un autre programme exécutif de coopération dans le domaine de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique pour la période 2026-2028 a été signé par le ministre du secteur, M. Kamel Baddari, et le ministre omanais des Affaires étrangères.

Un mémorandum d'entente a, par ailleurs, été signé entre le ministère de la Justice et le Conseil Judiciaire suprême du Sultanat d'Oman en matière de coopération judiciaire, par le ministre de la Justice, garde des Sceaux, M. Lotfi Boudjemaa, et le ministre omanais des Affaires étrangères. Un mémorandum de coopération a en outre été signé entre les ministères de la Justice des deux pays.

Une feuille de conditions relative à l'accord de création d'un fonds d'investissement conjoint entre le ministère des Finances et l'Autorité d'investissement d'Oman a également été signée par le ministre du secteur, M. Abdelkrim Bouzred, et le président de l'Autorité d'investissement d'Oman, M. Abdulsalam bin Mohammed Al Murshidi.

Il est à rappeler que la visite d'Etat effectuée, en octobre dernier, par le président de la République au Sultanat d'Oman a été sanctionnée par un communiqué commun dans lequel les deux parties ont souligné leur volonté de « poursuivre le développement de la coopération bilatérale dans divers domaines au mieux des intérêts des deux pays et peuples frères ».

A cette occasion, les deux dirigeants ont eu des entretiens dans un esprit de fraternité et d'entente traduisant « leur volonté de hisser la coopération bilatérale à la hauteur des relations fraternelles historiques ancrées entre les deux pays », se félicitant des « démarches visant à faire évoluer les relations bilatérales vers de plus larges perspectives ». Des orientations ont, d'ailleurs, été données à tous les secteurs pour « intensifier les contacts et l'échange de visites entre les parties concernées dans le cadre de la mise en œuvre et du suivi des initiatives et programmes communs ».

Le président de la République et le Sultan d'Oman ont également souligné « l'importance de renforcer les opportunités de partenariat dans le secteur privé, de promouvoir les échanges commerciaux et industriels et de tirer parti des marchés des deux pays et de leur position pour encourager les exportations nationales vers les marchés régionaux et mondiaux ».

La visite du président de la République au Sultanat d'Oman a, par ailleurs, été couronnée par la signature de huit (8) mémorandums d'entente couvrant des domaines comme la promotion de l'investissement, l'organisation d'expositions, d'événements et de conférences, l'éducation, l'enseignement supérieur, l'environnement et le développement durable, les services financiers, l'emploi, la formation et l'information.

AVEC LES NOUVELLES ACQUISITIONS

L'action de la DGF s'améliore de plus en plus

La Commission nationale en charge de la protection des forêts est installée depuis le premier mai courant, a indiqué le directeur de la protection de la faune et la flore à la direction générale des Forêts (DGF), Essaid Si Ali. Intervenant sur les ondes de la radio nationale « Chaîne III», il dira que « l'actuelle Commission nationale est renforcée par un texte réglementaire qui organise la gestion de l'intervention de la protection de la richesse forestière en Algérie ».

Il s'agit de la loi 21/23 promulguée par le et le décret d'application 24/245 fixant les conditions d'organisation des charges sectorielles dans le cadre de la prévention et l'intervention contre les incendies de forêts.

Lancée au début du mois en cours, explique l'orateur, « la campagne de sensibilisation préventive et proactive de la DGF s'articule sur trois axes organisationnels essentiels et des travaux proactifs et préventifs qui consistent en l'aménagement de pistes, l'aménagement et construction de points d'eau et l'accompagnement des populations activant à proximité des massifs forestiers ». Ladite campagne se prépare, selon l'orateur, à partir du 1er janvier de chaque année où l'administration des forêts procède, jusqu'au 31 décembre, à des travaux de sensibilisation et d'autres sur le terrain. S'agissant des moyens à utiliser et dans le cadre d'une stratégie d'une action proactive et participative, le Conseil interministériel, réuni le 15 avril dernier, a donné des consignes précises à tous les secteurs intervenants et mis la feuille de route de la politique préventive des incendies.

Ainsi, pour les moyens utilisés, l'invité de la radio note que « le dispositif de la DGF s'améliore d'année en année, et ce à travers les différentes communes du pays, qui prennent en charge localement l'intervention en utilisant les moyens matériels et humains dont elles disposent ».

Il s'agit du même dispositif, indique-t-il, soulignant son renforcement par « l'acquisition de nouveaux camions d'intervention et l'acquisition de 35 drones qui aident beaucoup dans ce qu'il appelle « la première information », expliquant que si cette dernière utile pour informer en temps réel elle est déterminante dans la prise de décision de recourir au vecteur aérien, géré, quant à lui par la Protection civile, qui dispose de 5 canadairs et 10 hélicoptères.

Ce sont donc, estime-t-il, de gros moyens utilisés avec l'intervention du ministère de la Défense dans des sites inaccessibles. Et de rappeler que ces moyens ont é été déployés lors du grand incendie de Larbaa Nath Irathen (Tizi Ouzou) en 2024. C'est grâce à ces moyens et un climat clément, poursuit-il, que les incendies enregistrés l'année passée, n'ont pas dépassé les 100 mètres carrées. « Ce qui augure d'une certaine maitrise et la célérité de la première intervention », souligne Essaid Si Ali.

Selon lui, et comparativement à 2023, la DGF a enregistré une amélioration de 90% vu que les 740 foyers seulement en 2024 avec 3 500 hectares brûlés et aucun décès, tandis qu'en 2023, il y a eu 3 000 foyers de feux et plus de 41 milles hectares brûlés. « Des résultats à préserver et pourquoi pas ne pas les améliorer, si les conditions climatiques sont clémentes », estime-t-il. « Cette année on doit veiller et travailler de manière à garder les résultats enregistrés l'année passée » estime le chargé de la Protection de la Faune et la flore, ajoutant que le ministère de l'Agriculture a réuni toutes les conditions pour réussir cet objectif.

Agence

ENTREPRENEURIAT

La caravane «Un jeune, une idée» fait escale à Chlef

La caravane nationale «Un jeune, une idée» a fait, hier, escale à la Maison de la culture de Chlef, où des projets innovants ont été exposés, parallèlement à un échange d'expériences entre de nombreux jeunes et des entreprises pionnières.

Lors de l'ouverture de cette manifestation, qui a vu la présentation de plus de 15 idées de projets innovants portés par des jeunes de la wilaya, le wali de Chlef, Brahim Ghemired, a souligné «l'importance de ces initiatives permettant un échange d'opportunités et d'expériences entre les jeunes, tout en renforçant leur contribution au développement économique et social».

Cette caravane, qui a sillonné 34 wilayas depuis 2022, en plus de plusieurs régions à l'étranger, «vise à jeter des ponts de communication entre les jeunes et à renforcer leurs compétences, non seulement dans le lancement de projets, mais aussi dans la promotion de l'entrepreneuriat et la gestion des micro-entreprises», a souligné, pour sa part, le coordinateur général de cette initiative nationale, Anis Bentayeb.

A son tour, Mme Nacima Taileb, chargée du comité de communication de la caravane, a précisé que cette activité, organisée en coordination avec le Club de marketing et de commerce de l'Université de Chlef, «vise à promouvoir la culture de l'innovation et l'esprit d'initiative chez les jeunes algériens, tout en leur offrant un espace propice à la présentation de leurs idées et projets et à la promotion de l'entrepreneuriat».

Le programme de cet événement a notamment englobé une exposition d'idées et de projets innovants portés par des jeunes de la région, une conférence interactive sur le rôle de l'entrepreneuriat dans le développement économique, ainsi que des ateliers de formation animés par des experts et encadreurs spécialisés en entrepreneuriat.

L'événement a également proposé un «Café des affaires», un espace de dialogue ouvert réunissant jeunes, chefs d'entreprises et représentants d'incubateurs, dans le but d'échanger des expériences et d'élargir les réseaux des relations, selon les organisateurs.

De jeunes participants à la caravane «Un jeune, une idée» ont loué les conditions d'organisation de cette activité, qui leur a permis de présenter leurs projets, d'envisager leur concrétisation, et d'explorer des opportunités de partenariat avec d'autres entreprises, à l'avenir. D'autres se sont félicités de l'intégration d'activités de formation visant à renforcer leurs capacités de gestion et d'encadrement des entreprises économiques et micro-entreprises.

MÉTAUX PRÉCIEUX

L'or grimpe porté par le dollar affaibli

Les cours de l'or ont légèrement progressé lundi, soutenus par un dollar plus faible, alors que les investisseurs attendent la décision de la Réserve fédérale américaine sur sa politique monétaire prévue plus tard dans la semaine. L'or au comptant a gagné 0,2 % à 3.245,01 dollars l'once, tandis que les contrats à terme sur l'or américain ont augmenté de 0,3 % à 3.252 dollars. Le dollar a reculé de 0,1 % face à ses rivaux, rendant l'or plus attractif pour les détenteurs d'autres devises. Vendredi, les traders ont réduit leurs paris sur une baisse des taux de la Fed dès juin, après des données solides sur l'emploi américains. L'or, qui reste une valeur refuge dans un contexte d'invertitude économique mondiale,a tendance à prospérer dans un environnement de taux d'intérêt bas. Parmi les autres métaux, l'argent au comptant a augmenté de 0,1 % pour atteindre 32,02 dollars l'once, le platine a reculé de 0,5 % à 954,88 dollars et le palladium a baissé de 0,2 % à 951,36 dollars.

PÉTROLE

Le Brent à 59,17 dollars en Asie

Les cours du pétrole ont baissé lundi, plombés par l'annonce par l'Opep+ d'une accélération de la production pour le mois de juin, à l'heure où les prix sont déjà très bas. Dans les échanges matinaux en Asie vers 03H00 GMT, le baril de WTI américain dégringolait de 3,8% à 56,08 dollars, quand celui de Brent de la mer du Nord perdait 3,5% à 59,17 dollars. Samedi 3 mai, huit pays membres de l'Opep+ ont déclaré qu'ils sortiraient de terre 411.000 barils/jour en juin, soit autant qu'en mai alors que le plan de réintroduction initial prévoyait seulement 137.000 barils supplémentaires. Et ce au moment où les prix dévissent, lestés par des craintes autour d'une récession mondiale que pourrait provoquer la guerre commerciale initiée par le président américain Donald Trump. «L'Opep+ a lancé une bombe sur le marché pétrolier», a résumé Jorge Leon, de Rystad Energy. «Après le signal du mois dernier, la décision (de samedi) envoie un message clair : le groupe change de stratégie et cherche à regagner des parts de marché après des années de coupes», avait poursuivi l'analyste. Les membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep), menée par l'Arabie saoudite et leurs alliés conduits par Moscou, ont noué en 2016 un accord appelé Opep+ pour mieux peser sur le marché. Ces 22 pays, pour la plupart très dépendants de la manne pétrolière, jouaient jusqu'à récemment sur la raréfaction de l'offre pour doper les prix, gardant en réserve des millions de barils.

PRODUCTION DE LA BETTERAVE SUCRIÈRE

Sonelgaz s'engage à accompagner le groupe Cevital

Le PDG de Sonelgaz, M. Mourad Adjal, a reçu, hier à Alger, une délégation du groupe privé algérien Cevital, annonce le groupe dans un communiqué.

En effet cette rencontre a été une occasion pour les deux parties d'évoquer le raccordement en électricité d'un important projet agricole du groupe Cevital qui sera implanté dans la wilaya de Ghardaïa. « Fidèle à l'engagement de Sonelgaz de mettre en œuvre de manière optimale les recommandations des plus hautes autorités du pays visant à encourager l'investissement local et à soutenir le programme de développement économique du pays, Mourad Adjal, PDG de Sonelgaz, a reçu ce lundi 5 mai 2025 une délégation du groupe Cevital, conduite par son PDG Malik Rebrab. L'entretien, auquel a participé un représentant du ministère de l'Agriculture, a été consacré à l'examen de la coopération entre Sonelgaz et Cevital concernant le raccordement à l'électricité et au gaz au profit du secteur agricole, dans lequel Cevital compte investir à travers la culture de betteraves sucrières dans la wilaya de Ghardaïa», précise la même source. Et d'ajouter que M. Malik Rebrab a évoqué lors de cette rencontre les besoins énergétiques du projet.

Pour sa part, Mourad Adjal a assuré que Sonelgaz, en tant qu'instrument de l'État algérien, œuvre à la mise en œuvre des directives des plus hautes autorités du pays, qui accordent une grande importance à l'investissement. Dans ce contexte Sonelgaz « s'engage à fournir toutes les facilités et solutions nécessaires pour accélérer le lancement du projet dans les meilleurs délais. Il s'agit notamment de proposer une série de mesures proactives à prendre dès la phase initiale et au « coût minimal » pour garantir le lancement du projet dans les délais impartis, en attendant l'achèvement des études et des travaux de mise en œuvre des solutions finales», assure le groupe dans son communiqué.

Il convient de noter qu'une réunion de travail technique a eu lieu immédiatement après la réunion entre les deux parties. Cette présentation, qui constitue la feuille de route initiale proposée par Sonelgaz, présente les solutions techniques et les estimations financières qui serviront de base à l'élaboration du cadre contractuel liant les parties concernées.

TRIBUNAL D'ES-SENIA

12 ans de prison ferme à l'encontre de spéculateurs sur la banane

Le tribunal d'Es-Senia à Oran a prononcé des peines de douze (12) ans de prison ferme à l'encontre de quatre (4) individus impliqués dans une affaire de spéculation illicite sur la banane, indique, dimanche,un communiqué du Parquet de la République près le même tribunal. "Conformément aux dispositions de l'article 11 du code de procédure pénale, le procureur de la République près le tribunal d'Es-Senia informe que dans le cadre de la lutte contre la spéculation illicite, la Brigade territoriale de la Gendarmerie nationale (GN) de Boutlélis a procédé, le 21 avril 2025, à la saisie d'une importante quantité de banane, pesant 1461 kilogrammes, destinée à la spéculation illicite", précise le communiqué. Il a été procédé, également, à "l'arrestation des suspects répondant aux initiales (Dj.S), (D.A), (B.M) et (A.A), lesquels ont été présentés, le 27 avril 2025, devant le parquet du tribunal d'Es-Sénia puis renvoyés devant le tribunal correctionnel, conformément aux procédures de comparution immédiate pour spéculation illicite et complicité de spéculation illicite. L'affaire a été ajournée avec le placement des mis en cause en détention provisoire", ajoute la même source. En date du 4 mai 2025, "le tribunal a prononcé une peine de douze (12) ans de prison ferme à l'encontre de tous les mis en cause, assortie d'une amende ferme de dix millions de dinars algériens, outre la confiscation des saisies et la publication du verdict dans un journal national. Le tribunal a, aussi, ordonné la radiation du registre de commerce des accusés répondant aux initiales (B.M) et (A.A)", conclut le communiqué.

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	430,00	NC	0,00	2,34	1,60	8,30	6,98	0	0,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 405,00	1405,00	0,00	0,29	0,32	0,00	-	5313	7 464 765,00
BIOPHARM	BIO	2 400,00	NC	0,00	0,00	2,78	7,20	7,50	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 300,00	NC	0,00	0,73	1,33	12,10	5,43	0	0,00
EGH El Aurassi	AUR	400,00	NC	0,00	0,00	-0,62	5,06	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	400,00	NC	0,00	-1,03	-7,08	2,01	-	0	0,00

Mercuriale

وزارة الفلاحة و التنمية الريفية و الصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR ET DE LA REGULATION DU MARCHE NATIONAL

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 04 ماي 2025

Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 04 Mai 2025

Produits		Prix du détail[1] DA / Kg معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum	أسعار التجزئة[1] دج / كلغ المنتجات	
Légumes frais	Pomme de terre	76	84	68	البطاطا	خضر طازجة
	Tomate	96	109	83	الطماطم	
	Oignon sec	51	58	44	البصل الجاف	
	Ail sec	597	681	514	الثوم الجاف	
	Carotte	72	81	62	الجزر	
	Navet	95	106	84	لفت	
	Petit pois	167	186	148	الجلبانة	
	Fève verte	90	102	78	الفول الاخضر	
	Courgette	86	98	74	الكوسة	
	Haricot vert	255	282	228	الفاصولياء الخضراء	
	Laitue	94	107	82	الخس	
Fruits frais	Pomme locale	453	529	376	التفاح المحلي	فواكه طازجة
	Datte	543	672	414	التمر	
	Banane	411	422	398	الموز	
	Fraise	294	338	251	الفراولة	
	Melon	205	232	178	البطيخ الاصفر	
	Pastèque	130	149	112	البطيخ الاحمر	
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1752	1905	1599	لحم البقر المحلي	المنتجات ذات الأصل الحيواني
	Poulet de chair	360	372	348	الدجاج	
	Œufs (Unité)	15	16	13	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	97	103	92	حليب البقر (لتر)	

DIGITALISATION DE LA BOURSE D'ALGER

Bientôt un système de cotation en ligne

La Bourse d'Alger entre dans une nouvelle phase de transformation. À l'heure où la digitalisation redéfinit les marchés financiers à l'échelle mondiale, l'institution algérienne amorce un virage stratégique visant à rendre ses services plus accessibles, plus rapides et plus transparents. Cette transition, attendue depuis longtemps, survient dans un contexte où le marché boursier algérien est en pleine mutation.

Par Mourad A.

Invité du forum El Moudjahid, Yazid Benmouhoub, directeur général de la Bourse d'Alger, a révélé que le système de cotation en ligne, permettant aux investisseurs d'acheter et de vendre des actions directement sans passer par les guichets physiques, est en phase de finalisation. « C'est un changement de paradigme que nous portons avec les intermédiaires et le ministère des Finances », a-t-il déclaré. Jusqu'à aujourd'hui, le fonctionnement du marché boursier reposait en grande partie sur des démarches physiques, ce qui représentait un frein majeur dans une société de plus en plus connectée. Ce retard technologique avait été vivement critiqué par de nombreux investisseurs, qui déploraient une courbe de cotation « quasi plate » et un processus lourd, opaque, voire dissuasif.Afin de remédier à cette situation, la Commission d'Organisation et de Surveillance des Opérations de Bourse (COSOB) a imposé un délai de six mois aux Intermédiaires en Opérations de Bourse (IOB) pour procéder à leur transformation digitale. L'objectif est de connecter les 11 IOB actuellement actifs, dont six sont des banques publiques, afin de permettre des transactions en ligne dans des conditions de sécurité et de transparence accrues. « Avec cette digitalisation, nous allons améliorer l'expérience utilisateur et faciliter l'accès au marché pour les jeunes, les startups et les petits épargnants », a ajouté M. Benmouhoub.

La digitalisation se déroule dans un contexte plus large de relance progressive du marché boursier algérien, marqué par l'augmentation du nombre de sociétés cotées, passées de cinq à huit en deux ans, et par des levées de fonds historiques, à l'image de celle de la banque CPA qui a mobilisé 112 milliards de dinars en 2024. Cette opération a été un véritable tournant, permettant de multiplier par sept la diversification du marché. Trois autres introductions pour la période 2024-2025, dont deux banques publiques, la CPA et la BDL, ainsi qu'une start-up, Moustachir, qui illustre la volonté de la Bourse d'accompagner l'entrepreneuriat technologique. Cette dernière a été intégrée via le nouveau « Marché de la croissance », un segment créé spécifiquement pour faciliter l'entrée en Bourse des startups ayant au moins deux années d'existence.

Un marché pour les Sukuks souverains en préparation

La Bourse d'Alger ne s'arrête pas à cette première étape. Elle prévoit l'intégration progressive de l'intelligence artificielle dans ses systèmes afin d'optimiser l'analyse des données financières et améliorer les services destinés aux investisseurs. En parallèle, un marché pour les sukuks souverains, des titres financiers conformes à la finance islamique, est en préparation dans le cadre de la Loi de finances 2025. Cette initiative répond aux besoins spécifiques des assureurs islamiques, comme les acteurs du Takaful. La Bourse d'Alger montre ainsi sa volonté de s'adapter aux standards internationaux et de diversifier ses produits financiers. « La technologie est notre alliée pour rattraper le retard accumulé depuis 1997. Nous voulons faire de la Bourse un levier de financement crédible, moderne et complémentaire au système bancaire », a insisté M. Benmouhoub.

Malgré ces progrès, plusieurs obstacles structurels demeurent. Le financement bancaire reste dominant, couvrant encore 90 % des besoins économiques du pays, en partie en raison des taux bonifiés accordés par l'État, rendant le crédit bancaire plus attractif que le marché boursier. À cela s'ajoutent un manque de culture financière généralisée, une certaine réticence vis-à-vis de la transparence requise pour la cotation, ainsi que la faiblesse des métiers financiers comme les analystes et conseillers, qui freinent l'essor du marché. Le nombre d'entreprises cotées reste faible, bien que près de 12 000 sociétés algériennes soient techniquement éligibles. Parmi elles, beaucoup, notamment les entreprises familiales, hésitent encore à ouvrir leur capital, par crainte de perdre le contrôle sur leur structure.

Néanmoins, la Bourse d'Alger nourrit de grandes ambitions. Elle souhaite devenir un acteur régional de référence, aussi bien au Maghreb qu'en Afrique. Près de 50 entreprises étrangères ont déjà exprimé leur intérêt pour une introduction en Bourse en Algérie. Des entreprises locales telles qu'AYRAD, spécialisée dans les data centers et l'intelligence artificielle, ou Pharma Invest, dans le secteur pharmaceutique, sont actuellement en cours d'évaluation pour une entrée en Bourse. D'autres, comme Dizi, acteur dans la distribution d'énergie, ont manifesté leur intention de s'introduire, bien que leur dossier n'ait pas encore été déposé.

La Bourse d'Alger suscite un intérêt croissant sur la scène internationale

Dans le sillage des réformes structurelles engagées ces dernières années, la Bourse d'Alger commence à attirer les regards au-delà des frontières. Selon les chiffres communiqués par Yazid Benmouhoub, directeur général de la Bourse d'Alger, près de cinquante entreprises étrangères ont manifesté un intérêt concret pour une éventuelle introduction sur le marché algérien. Ce chiffre, encore impensable il y a quelques années, témoigne d'un regain de crédibilité du marché financier national à l'échelle régionale et internationale. « Ce qui se passe actuellement est une forme de reconnaissance. Plusieurs groupes étrangers, notamment africains, moyen-orientaux ou issus de la diaspora, ont pris contact avec nous. Ils ne sont pas seulement curieux ; ils étudient sérieusement les conditions d'entrée », a expliqué le DG de la bourse d'Alger. Il a souligné que l'attrait ne repose pas uniquement sur la taille du marché intérieur, mais aussi sur la perception croissante de la Bourse comme un outil de transparence, de gouvernance et de valorisation à long terme. L'un des signes les plus parlants de cette nouvelle dynamique a été observé à travers le parcours d'un entrepreneur algérien, dont l'annonce d'une future cotation en Bourse a déclenché une vague d'intérêt de la part d'investisseurs étrangers. « Il a reçu entre trente et quarante propositions de partenariat dans les semaines qui ont suivi cette annonce. Cela prouve que la cotation en Bourse est perçue à l'international comme un signal fort de sérieux et de stabilité », a affirmé M. Benmouhoub.

L'ouverture du marché boursier algérien n'est pas simplement symbolique. Elle s'inscrit dans une volonté affirmée d'internationalisation de l'économie nationale, en particulier à travers les entreprises algériennes à capitaux étrangers, désormais éligibles à la cotation selon la réglementation actuelle. Cette évolution juridique a levé un frein important et permet désormais à des entités implantées localement, mais ayant des investisseurs étrangers dans leur capital, de prétendre à une introduction sur la place d'Alger. Plus largement, le positionnement géostratégique de l'Algérie et son potentiel de développement en font un environnement attractif pour les capitaux étrangers. La Bourse entend capitaliser sur cette position pour jouer un rôle de passerelle entre l'Afrique du Nord, le Sahel, l'Europe méditerranéenne et, potentiellement, les pays du Golfe.

VALEUR DU MARCHÉ DE LA BOURSE D'ALGER

En augmentation de plus de 40% en 2025, selon le FMA

Par R E.

La valeur du marché de la Bourse d'Alger a augmenté de 40,07% au cours du premier trimestre 2025, ce qui en fait la bourse à la croissance la plus rapide du monde arabe, selon les données du Fonds monétaire arabe (FMA). Dans son rapport trimestriel sur la performance des marchés boursiers arabes, le FMA a expliqué que la valeur du marché de la Bourse d'Alger est passée de 3,848 milliards de dollars au premier trimestre 2024 à 5,39 milliards de dollars au premier trimestre 2025, soit une augmentation de 1,542 milliard de dollars, représentant une croissance de 40,07%. Il s'agit du taux de croissance le plus élevé enregistré parmi les bourses arabes au cours du dernier trimestre, selon les données du FMA, qui a souligné que la Bourse d'Alger est l'une des sept (7) bourses cotées dans la base de données du Fonds qui ont connu une augmentation de la valeur du marché, contre une baisse dans huit (8) autres bourses arabes. La valeur du marché de l'ensemble des bourses arabes a diminué de 1,45 % au cours du premier trimestre 2025, atteignant environ 4 326,24 milliards de dollars, contre 4390,01 milliards de dollars enregistrés au cours du dernier trimestre 2024. Par ailleurs, la valeur des échanges sur les marchés boursiers arabes a atteint 250,53 milliards de dollars, contre 257,218 milliards de dollars au dernier trimestre de 2024 (-2,6 %). La Bourse d'Alger s'est classée en 3e position, après les bourses de Bahreïn et de la Palestine, selon le taux de croissance, avec une hausse de 121 % sur un an, passant de 4,8 millions USD à 10,6 millions USD. Quant au volume des transactions dans les bourses arabes, il s'élève à 272,62 millions d'actions, contre 553,19 millions d'actions au 4e trimestre 2024 (- 50,2 %). La Bourse d'Alger a enregistré le 3e plus grand taux de croissance parmi les bourses arabes, avec 116 %, après les bourses du Bahreïn et de la Palestine (0,7 millions d'actions contre 0,3 millions au 4e trimestre 2024).

TÉLÉPHONIE MOBILE

Djezzy investit 4,6 milliards DA pour renforcer son réseau au 1er trimestre

Par R E.

L'opérateur de téléphonie mobile Djezzy a investi 4,6 milliards de dinars au cours du premier trimestre 2025, dans le cadre de l'extension et du renforcement de son réseau, a indiqué lundi l'entreprise publique dans un communiqué. Cette enveloppe a notamment permis d'atteindre une couverture 4G de 94,7% de la population, en progression de 3 points par rapport à la même période en 2024, consolidant ainsi l'engagement de l'entreprise à garantir une connectivité de qualité à l'échelle nationale.

Sur le plan opérationnel, Djezzy a enregistré une hausse de 4,4% de son chiffre d'affaires par rapport au premier trimestre 2024, atteignant 27,6 milliards de dinars, portée principalement par la croissance des services digitaux. La base clientèle a également connu une évolution notable, avec 17 millions d'abonnés recensés à fin mars, soit près d'un million de nouveaux clients (+6,2% sur un an). Par ailleurs, l'EBITDA (bénéfice avant intérêts, impôts et amortissements) a progressé de 0,5% pour s'établir à 12,2 milliards de dinars, avec une marge de 44,2%, confirmant la solidité financière de l'opérateur. L'usage moyen de la data a atteint 12 Go par client et par mois (+7% en glissement annuel), reflet de l'amélioration continue de l'expérience réseau et l'adoption accrue des services numériques. Sur le volet technologique, Djezzy a inauguré, au premier trimestre, l'Espace Solutions dans son annexe de Dar El Beida, dédié aux innovations digitales. L'opérateur a également lancé le premier service de Cloud public en Algérie, à destination des entreprises engagées dans leur transformation numérique. Enfin, fidèle à ses engagements sociétaux, Djezzy a mené plusieurs actions de solidarité durant le mois de Ramadan, notamment la distribution de couffins alimentaires et une campagne de dons d'habits pour les enfants défavorisés à l'occasion de l'Aïd El-Fitr.

TIARET

Réception de neuf centres de proximité pour le stockage de céréales

La direction des Services agricoles (DSA) de la wilaya de Tiaret a réceptionné, neuf centres de proximité pour le stockage des céréales d'une capacité totale de 450.000 quintaux, a annoncé le wali Saïd Khalil.
Lors de la cérémonie de remise de ces infrastructures, réalisées sous la supervision de la direction des Equipements publics, en marge d'une manifestation organisée dimanche en l'honneur des journalistes à l'occasion de la Journée mondiale de la liberté de la presse, le wali a précisé que "ces neuf centres viennent renforcer les capacités de stockage de la wilaya avec 450.000 quintaux, chaque centre disposant d'une capacité de 50.000 quintaux".
Il a également annoncé que deux autres structures seront bientôt réceptionnées, l'une implantée dans la commune d'Aïn-Kermès, d'ici la fin du mois de mai, et l'autre dans la commune de Rahouia, portant ainsi à 11 le nombre total des centres de stockage de céréales dans la wilaya.
Ces réalisations ont été concrétisées selon les "normes techniques requises et dans des délais raisonnables", a-t-on noté.
Le wali a, par ailleurs, salué les efforts de tous les intervenants dans la réalisation de ces infrastructures agricoles essentielles, soulignant leur importance dans la concrétisation de la stratégie du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à atteindre l'autosuffisance dans la production céréalière.
Le directeur central chargé de l'investissement au ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Zahreddine Salhi, le directeur régional des coopératives des céréales et des légumes secs (CCLS) de la région d'Oran, Mourad Naïli, ainsi que des cadres des secteurs ayant participé à la concrétisation de ces projets ont assisté à cette cérémonie.
A noter que la célébration de la Journée mondiale de la liberté de la presse a également été marquée par un hommage aux journalistes défunts Hamzaoui Benchohra et Mohamed Oussaïd, l'organisation d'un tournoi de football, ainsi que la remise de distinctions à d'autres professionnels des médias par les autorités locales.

EST DU PAYS

Des mesures prises pour organiser la vente des moutons en prévision de l'Aid-El Adha

Les autorités locales des wilayas de l'Est du pays ont mis en place une série de mesures pour organiser la vente des moutons sous contrôle vétérinaire en prévision de la fête de l'Aïd El-Adha, apprend-on dimanche des services agricoles.

Dans la wilaya de Constantine, 40 vétérinaires du secteur public, ont été mobilisés afin d'assurer le contrôle sanitaire des moutons importés, en prévision de l'Aïd El-Adha, a indiqué l'inspecteur vétérinaire de la wilaya relevant de la direction des services agricoles (DSA), Mourad Benamer. L'opération s'inscrit dans le cadre des mécanismes d'encadrement de la santé vétérinaire, visant à assurer le respect des règles sanitaires en vigueur à travers les points de vente désignés pour cette opération, a précisé à l'APS le même responsable.
Quatre(4) points de vente agréés ont été réservés initialement à travers les communes de Zighoud Youcef, de Didouche Mourad, de Beni H'midène et de Hamma Bouziane, a-t-il fait savoir.
A Skikda, un arrêté du wali, Saïd Akhrouf a fixé la liste des sites de vente des moutons non-importés à travers les communes en prévision de la fête de l'Aïd El-Adha, ont indiqué dimanche les services de la wilaya.
L'arrêté qui porte le numéro 1117 et daté du 3 mai courant désigne les marchés, les places et les avenues de mise en vente du bétail dans les 38 communes de la wilaya, a précisé la même source.
Le même document recommande aux présidents des assemblées populaires communales (APC) d'informer les citoyens par affichage de ces lieux où les bestiaux seront soumis au contrôle des vétérinaires du secteur public, a encore ajouté la même source.
L'arrêté confie la mise en œuvre de ces dispositions au secrétaire général de wilaya, au commandant du groupement territorial de la gendarmerie nationale, au chef de la sûreté de wilaya, aux directeurs de la régulation et des affaires générales, des services agricoles, du transport, de la santé, de l'industrie, du commerce et de l'environnement, aux chefs de daïra, aux APC et à l'inspecteur vétérinaire de wilaya. La wilaya de Souk Ahras a reçu la nuit de samedi à dimanche le premier quota de 1.200 moutons importés de la Roumanie dans le cadre des préparatifs en cours pour assurer la disponibilité des moutons pour la fête de l'Aïd El-Adha, a indiqué la direction des services agricoles.
Ces moutons ont été placés à la ferme pilote " Yousfi Tayeb"de la commune de Tiffech dans des conditions d'organisation et de santé adéquates et ont été soumis au contrôle vétérinaire pour vérifier l'absence de maladies et préserver la santé des citoyens.
Le directeur des services agricoles (DSA), Abdelhakim Aïssat, a précisé à l'APS que ce premier lot qui sera suivi par d'autres lots fait partie du quota total de 13.191 moutons importés réservés à la wilaya de Souk Ahras pour répondre à la demande locale sur les moutons de l'Aïd El-Adha.
Le même responsable a ajouté que la vente de ces moutons débutera mercredi prochain à travers trois points de vente dans les fermes pilotes de " Bouaraf Sebti"dans la commune de Taoura, " Yousfi Tayeb " à Tiffech et " Bechekouaye Laiche " à Bir Bouhouche.

BLIDA

Affectation de 26 points de vente des moutons importés pour l'Aïd El Adha

Vingt-six (26) points ont été affectés à la vente des moutons importés pour l'Aïd El Adha, à travers la wilaya de Blida, dans le but de faciliter leur acquisition pour les citoyens, a-t-on appris dimanche de la direction locale du commerce.
Il s'agit notamment de trois (3) points de vente, dont deux (2) au chef-lieu de wilaya et un (1) dans la commune de Chebli, qui ont entamé, ce dimanche, les opérations de vente, sur un total de 26 sites affectés pour la commercialisation des moutons importés à travers différentes communes de la wilaya, a indiqué le directeur par intérim du secteur, M. Mohamed Hadj Mehdi. Il a relevé une grande affluence des citoyens au niveau de ces points de vente. Le quota de la wilaya en moutons importés s'élève à 31.000 têtes, dont 2.100 destinées à la commune de Blida, qui enregistre une forte densité de population, a ajouté le même responsable. Il a précisé que l'opération de vente se déroule dans de bonnes conditions organisationnelles, plus de 50 % du cheptel mis en vente ayant déjà été écoulé.
"L'achat des bêtes peut être effectué par paiement électronique ou en espèces afin de faciliter la procédure pour les citoyens", a souligné M.Hadj Mehdi.

BATNA

Près de 4 milliards DA pour renforcer le traitement des eaux du barrage de Koudiet Lemdouar

Un montant de de 3,8 milliards DA a été octroyé au titre de l'exercice 2025 pour consolider le traitement des eaux du barrage de Koudiet Lemdouar, dans la commune de Timgad (Batna), a-t-on appris dimanche auprès du directeur local des ressources en eau, Djoudi Bensalah. Ce montant dégagé au titre d'un programme centralisé consacre 1,8 milliards DA pour la réalisation d'une nouvelle station de traitement d'eau au niveau de ce barrage et 2 milliards DA pour la réhabilitation de l'ancienne station de traitement de l'eau du même ouvrage hydraulique, a précisé à l'APS le même responsable. Les travaux de réalisation de la nouvelle station d'une capacité de traitement de 56.000 m3/jour ont été lancés, tandis que les procédures administratives sont engagées en prévision du lancement des travaux de réhabilitation de l'ancienne station qui dispose d'une capacité de traitement de 113.000 m3/jour, selon la même source. L'opération s'inscrit dans le cadre du renforcement et l'amélioration de la distribution d'eau potable à travers les communes de la wilaya alimentées depuis ce barrage, selon encore la même source.
Les pluies orageuses enregistrées récemment sur la wilaya ont augmenté de 2,5 millions m3 le niveau d'eau du barrage qui emmagasine actuellement 9,5 millions m3 et reçoit du barrage de Béni Haroun de Mila 110.000 m3/jour dont 74.000 m3 sont distribués dans la wilaya de Batna et le reste dans la wilaya voisine de Khenchela, a souligné le directeur des ressources en eau.
Le même responsable a rappelé que le wali de Batna, Mohamed Benmalek, a donné des instructions pour respecter les délais de réalisation de la nouvelle station de traitement d'eau fixés à 18 mois, ainsi que les normes de qualité en vigueur.

TISSEMSILT

Lancement de la semaine nationale d'information sur l'orientation scolaire et professionnelle

Les activités, organisées dans le cadre de la Semaine nationale d'information sur l'orientation scolaire et professionnelle, ont débuté, dimanche à Tissemsilt, en présence d'un large public.
Cette semaine d'information, qui se déroule du 4 au 8 mai en cours, a été lancée au niveau du lycée "Mohamed Bounâama" dans la commune de Tissemsilt, sous la supervision de la direction de l'Education de la wilaya.
Plusieurs partenaires, tels que les secteurs de l'enseignement supérieur et de la formation et de l'enseignement professionnels, prendront part à la manifestation, afin de permettre aux élèves des cycles moyen et secondaire de définir et planifier leurs objectifs futurs, que ce soit dans le parcours scolaire ou professionnel.
La directrice du Centre d'orientation et de conseil scolaire, Kelthoum El-Aïche, a indiqué que toutes les institutions éducatives des cycles moyen et secondaire participent à ces journées portes ouvertes sur l'orientation scolaire, soulignant que cette initiative est une opportunité importante pour l'élève afin de s'informer sur les différentes spécialités et voies possibles en fonction de ses préférences.
A noter que ces activités comprennent une exposition avec la participation de divers secteurs, tels que l'Institut de formation paramédicale, la Sûreté de wilaya et la Protection civile, qui présentent des explications sur les conditions d'accès à leurs structures respectives.

Pourquoi la guerre commerciale entre les Etats-Unis et la Chine pourrait être une chance pour l'Europe

Alors que la bataille à coup de droits de douane fait rage entre Washington et Pékin, l'UE pourrait en sortir gagnante, si elle parvient à relever le défi. Certes, les Européens vont s'appauvrir à cause de la guerre commerciale déclenchée par Donald Trump. Mais, les responsables politiques de ce côté-ci de l'Atlantique voient le bon côté des choses.

Par CARLO MARTUSCELLI

Sur le plan économique, le monde se divise en trois blocs distincts qui se font la course : les Etats-Unis, la Chine et l'Europe. La décision du président américain de s'attaquer au monde entier via une guerre commerciale — avec une punition spéciale réservée à l'ennemi numéro un, la Chine — offre une opportunité à l'Union européenne.

Après tout, quiconque a déjà joué à Mario Kart le sait : même en étant dernier, on peut toujours se retrouver à la première place si les deux joueurs devant commencent à se mettre des bâtons dans les roues.

"Nous avons quelqu'un qui marque des buts contre son camp, et c'est Monsieur Trump", a analysé le gouverneur de la Banque de France, François Villeroy de Galhau sur BFMTV. Désormais, toute la question est de savoir comment en tirer parti.

Pour le moment, il y a beaucoup de retard à rattraper. L'Europe est sortie en mauvais état du Covid, avec une croissance moyenne inférieure de moitié à celle des Etats-Unis. L'Allemagne, première économie du Vieux Continent, a connu une vague de fermetures d'usines, ses aciéries et ses constructeurs automobiles ont plié sous le poids d'un choc énergétique déclenché par l'invasion de l'Ukraine par la Russie. En théorie, le marché unique de l'UE permet aux entreprises d'accéder facilement aux quelque 450 millions de consommateurs de l'Union ; en pratique, il reste fragmenté et son processus d'élaboration des politiques est lourd et sclérosé.

Mais l'arrivée de Donald Trump à la Maison-Blanche, en particulier les mesures commerciales du "Liberation Day" ("jour de la libération") du 2 avril — qui a introduit de nouveaux droits de douane allant de 10% à 49% sur presque tous les pays du monde (et qui a depuis été mis en pause) — pourrait commencer à changer la donne.

L'euro a progressé de 10% par rapport au dollar cette année, les investisseurs échangeant la monnaie américaine contre des alternatives plus stables.

Plus impressionnants encore : les mouvements sur la dette publique négociable (appelée "obligations" dans le jargon financier). Habituellement considérée comme un placement sûr en période d'instabilité, la dette américaine a été vendue par les traders dans la panique qui a suivi l'annonce des droits de douane de Trump, entraînant une hausse des coûts d'emprunt pour le gouvernement fédéral. En quête de sécurité, les investisseurs se sont tournés vers les obligations européennes.

"Avec toute l'énergie déployée pour saper le rôle international du dollar et des obligations d'Etat américaines en tant qu'actifs sûrs, il semble que l'euro ait reçu un nouveau coup de pouce pour se faire accepter sur la scène internationale", observe Davide Oneglia, directeur macroéconomie européenne et mondiale chez TS Lombard, une société de conseil en prévisions économiques.

Les prévisions du Fonds monétaire international (FMI) ont réduit les perspectives de croissance des Etats-Unis pour 2025 de 0,9 point de pourcentage en raison des droits de douane, soit la plus forte baisse de toutes les grandes économies, à l'exception du Mexique. Celles de la Chine ont été entamées de 0,6 point, tandis que la zone euro s'en est sortie relativement indemne, avec seulement une révision à la baisse de 0,2 point.

Les derniers seront les premiers

Le deuxième mandat de la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, a débuté l'année dernière en clamant haut et fort le besoin de compétitivité. Bien que l'expression soit vague — elle fait référence à l'économie et à la croissance, et à la position de l'Europe par rapport à ses concurrents —, elle est perçue comme un choix judicieux.

Pendant que les Vingt-Sept étaient en difficulté ces dix dernières années, les Etats-Unis ont produit de nouveaux géants de la tech à un rythme dont l'Europe ne peut que rêver. Et ce, grâce à une combinaison magique de trois ingrédients : des marchés financiers fonctionnels, des établissements de recherche universitaire de premier plan et de consommateurs au portefeuille bien rempli. La Chine, qui a longtemps été l'atelier de misère du monde, a commencé à dominer l'industrie de pointe dans les domaines de l'énergie propre, des véhicules électriques et de la robotique grâce à sa politique industrielle.

Et si tout cela reste vrai, les décisions prises ce mois-ci — Washington et Pékin ayant décidé de s'imposer mutuellement des droits de douane à des taux supérieurs à 100% — placent l'Europe dans une situation privilégiée. Les droits de douane américains sur les importations européennes, certes bien que plus élevés qu'auparavant, sont très loin des niveaux atteints entre les Etats-Unis et la Chine. Ces tensions commerciales surviennent alors que l'économie de l'empire du Milieu se remet de la démolition contrôlée de son secteur immobilier, et tente un rééquilibrage douloureux en faveur d'une plus grande consommation intérieure et plutôt que des exportations.

"Une guerre commerciale prolongée entre les Etats-Unis et la Chine pourrait ouvrir de nouveaux marchés aux entreprises européennes", souligne Ludovic Suttor-Sorel, directeur du European Macro Policy Network, un groupe de think tanks. La Chine compte déjà sur les produits européens dans des secteurs tels que la chimie et les équipements de transport, et il est probable que cette tendance s'accentue. La demande américaine pour certains biens manufacturés européens, auparavant achetés à la Chine — comme les machines, les plastiques et les textiles — pourrait aussi augmenter, ajoute-t-il.

L'administration Trump a fait savoir qu'elle espère conclure un accord avec Pékin pour abaisser le niveau des droits de douane, mais dans l'intervalle, les échanges transpacifiques ont chuté, laissant présager des pénuries dans les rayons des supermarchés. Et les va-et-vient incessants — les responsables chinois niant l'existence même de négociations — ont sapé la crédibilité à long terme, quoi qu'il arrive.

Il y a aussi le reste du monde qui, grâce au leadership des Etats-Unis, a largement adhéré au libre-échange comme source de prospérité, et qui voit aujourd'hui son plus grand partisan lui tourner le dos. L'Europe n'a plus qu'à prendre le relais.

C'est un point qui n'a pas échappé à la présidente de la Commission qui, auprès de POLITICO, sans citer de noms, a critiqué le chaos qui règne au sein de l'administration Trump.

"Dans un environnement mondial de plus en plus imprévisible, les pays font la queue pour travailler avec nous", a-t-elle affirmé.

Utiliser la crise

Mais beaucoup dépend de la capacité de l'Europe à continuer à commercer librement avec le reste du monde, pointe l'économiste Paul De Grauwe. "Si nous y parvenons, les Etats-Unis seront un bastion protectionniste isolé [...] ce qui entraînera des problèmes d'efficacité et des prix élevés pour les produits industriels."

"En général, ce qu'il se passe quand il y a une crise est qu'elle crée des opportunités", soulève-t-il. "Si vous la détectez suffisamment tôt et que vous vous en saisissez, vous pouvez transformer la crise en quelque chose qui, en fin de compte, aura des effets favorables."

Les accords de libre-échange sont difficiles. Les négociations pour l'accord commercial Mercosur entre l'Europe et l'Amérique du Sud ont débuté en 1999 et un accord politique n'a été signé qu'en décembre. La France a montré des réticences mais, même dans ce cas, il semble qu'elles s'érodent sous l'effet Trump. L'UE est également en négociations avec l'Inde, la Commission souhaitant les conclure d'ici la fin de l'année.

Il existe d'autres possibilités, plus subtiles.

Le dollar américain profite du statut d'être la monnaie mondiale de facto. Les banques centrales en détiennent dans leurs réserves et le commerce mondial — même entre deux parties non américaines — se fait souvent en dollars. Cette situation confère aux Etats-Unis une grande influence géopolitique, réduit leurs coûts d'emprunt et permet aux consommateurs américains d'avoir accès à des produits internationaux bon marché.

Certains membres importants de l'administration Trump se demandent si le statut spécial du dollar est une si bonne chose après tout, pour une série de raisons assez compliquées qui ont trait à la manière dont le dollar affecte la part de l'industrie manufacturière nationale. On ne sait pas dans quelle mesure Trump lui-même est au courant ou se préoccupe de cette question.

Ce qui est certain, c'est que le dollar a semblé chancelant au lendemain du 2 avril. L'euro constitue une alternative évidente.

"Le monde est confronté à une crise de confiance envers le dollar, alors que les répercussions du Liberation Day continuent de se faire sentir", a écrit l'économiste en chef de la Deutsche Bank, David Folkerts-Landau, dans une note adressée aux clients de la banque. Il a qualifié les tarifs douaniers de Trump de "plus grand choc pour le système financier et commercial mondial" depuis 1971, lorsque le monde a définitivement abandonné l'étalon-or.

L'heure de l'euro

L'UE, malgré son manque d'efficacité, continue de faire respecter l'Etat de droit. Ce qui, selon les critiques, est de moins en moins vrai aux Etats-Unis où l'on assiste à des déportations accélérées vers des alliés autoritaires et à des tentatives de limogeage de dirigeants d'agences gouvernementales auparavant indépendantes.

Et, contrairement à la Chine, l'UE autorise la libre circulation des capitaux à l'intérieur et à l'extérieur de ses frontières, une condition préalable à l'acceptation généralisée de sa monnaie. Les investisseurs veulent des économies vastes et ouvertes pour utiliser leurs monnaies, y faire des affaires et y localiser leurs investissements.

Jusqu'à présent, personne ne pense que l'euro remplacera complètement le dollar. Sa part dans les réserves de change mondiales est restée globalement stable, autour de 20%, depuis son lancement en 1999. Mais, selon Nicolas Véron, du think tank Bruegel, les événements récents ont "fait réfléchir les gens". "Si la confiance dans le dollar s'effondre, où les gens vont-ils aller ?" interroge-t-il. "L'euro est au premier plan si l'on pose cette question."

La présidente de la Banque centrale européenne, Christine Lagarde, a récemment invité les dirigeants européens à ne pas gâcher l'occasion offerte par la crise, et à poursuivre les réformes des secteurs bancaire et financier européens, qui pourraient faire de l'Union une destination plus attrayante pour les capitaux. Si l'euro peut prendre au moins quelques parts de marché au dollar, il pourrait réduire les coûts d'emprunt des entreprises européennes, ce qui serait particulièrement bénéfique pour le secteur crucial des start-ups. Cela donnerait également plus de poids à l'Europe à un moment où la concurrence géopolitique s'intensifie.

Il y a beaucoup de choses qui peuvent mal tourner. Il ne fait aucun doute que les droits de douane vont nuire à la croissance européenne. Si Trump fait basculer l'économie mondiale dans une récession généralisée, il y a toujours le risque que les investisseurs se réfugient dans leur valeur refuge traditionnelle, les actifs américains, plutôt qu'en Europe. C'est ce qui s'est passé lors de la crise financière de 2007, bien que l'effondrement ait eu lieu sur le marché américain du crédit immobilier.

Les avantages dépendent également de la capacité de Bruxelles à bien jouer ses cartes. Washington tentera très certainement d'intimider l'Europe pour qu'elle coupe ses liens avec la Chine et s'associe aux Etats-Unis, ce qui fera disparaître tout avantage commercial.

Enfin, il se peut qu'une acceptation plus large de l'euro soit une arme à double tranchant, comme le prétendent les partisans de Trump. Elle renforcerait certainement la monnaie, ce qui nuirait aux exportations à un moment où l'Allemagne, dont l'économie est axée sur les exportations, est déjà en difficulté.

Mais, par rapport au début du second mandat de von der Leyen l'année dernière, la compétition semble un peu moins déséquilibrée. Et dans un match de football, il y a quelque chose de très satisfaisant à voir son adversaire mettre le ballon dans ses propres filets.

Source : Cet article a d'abord été publié par POLITICO en anglais et a été édité en français par Jean-Christophe Catalon.
APRIL 28, 2025

LIBYE

La reprise économique dépendante du pétrole

Le FMI prévoit une croissance économique robuste pour la Libye en 2025 grâce au pétrole, mais avertit que des réformes structurelles sont indispensables pour éviter une nouvelle vulnérabilité face aux chocs du marché mondial.
La Libye, dont les ressources pétrolières représentent environ 3 % des réserves mondiales prouvées, pourrait connaître une reprise économique en 2025, soutenue par l'augmentation de sa production de pétrole. Selon une déclaration publiée le 16 avril par le Fonds monétaire international (FMI) à la suite d'une mission dans le pays, cette reprise pourrait se traduire par une croissance notable du produit intérieur brut (PIB). En 2024, le pétrole et le gaz ont continué de dominer l'économie libyenne, représentant près de 68 % du PIB, 97 % des exportations et plus de 90 % des recettes fiscales, selon la Banque africaine de développement (BAD).
Cependant, cette perspective reste incertaine sans une révision en profondeur des politiques économiques et une diversification des secteurs économiques. Le FMI a souligné que la dépendance excessive aux hydrocarbures expose la Libye à des risques liés aux fluctuations des prix mondiaux du pétrole et aux tensions internes, comme l'ont montré les violences récentes dans la raffinerie de Zawiya. La stabilité politique, toujours fragile, reste un facteur essentiel pour permettre une croissance soutenue.
Ainsi, bien que la BAD prévoie une croissance de 6,2 % pour 2025, cela dépendra en grande partie de la stabilité des prix et de la production de pétrole et de gaz.

Les défis structurels de l'économie libyenne

Malgré une perspective de croissance, le FMI avertit que la situation économique actuelle de la Libye reste trop vulnérable pour permettre une diversification efficace. Le pays souffre de faiblesses dans ses activités hors hydrocarbures, d'un manque de financements, et d'une réglementation inefficace. Ce climat d'incertitude, associé à des dépenses publiques soutenues, freine le développement du secteur privé. En outre, l'absence de réformes dans des domaines clés tels que les subventions, la gouvernance et le soutien au secteur privé compromet l'efficacité de l'économie.

ARABIE SAOUDITE

Flynas : la compagnie aérienne à la plus forte croissance au Moyen-Orient entre 2019 et 2024

La capacité de la compagnie aérienne saoudienne à bas prix flynas a augmenté de 63% entre 2019 et 2024, ce qui en fait la compagnie aérienne à la croissance la plus rapide de la région du Moyen-Orient, selon une analyse.

Dans son dernier rapport, le fournisseur de données mondiales sur les voyages basé au Royaume-Uni, OAG, a déclaré que flynas était suivie de près par flydubai des Émirats arabes unis, qui a connu une augmentation de capacité de 55% de 2019 à 2024.
L'analyse a révélé que les deux transporteurs ont exploité près de 14,4 millions de sièges au départ chacun au cours de la période, flynas devançant de 25 000 voyageurs.
La forte croissance de la capacité de flynas s'aligne sur l'objectif national de l'Arabie saoudite de s'établir comme une destination touristique et commerciale mondiale. Le Royaume vise à attirer plus de 150 millions de visiteurs d'ici à la fin de la décennie.
"La position stratégique de la région du Moyen-Orient en tant que plaque tournante mondiale, associée à l'expansion dynamique des transporteurs à bas prix et des transporteurs de réseau, ouvre des perspectives sans précédent. Ce marché dynamique ouvre la voie à de futures avancées en matière de technologie aéronautique et d'expérience des passagers", a déclaré Filip Filipov, directeur de l'exploitation de l'OAG.
Bien que les réseaux de flydubai et de flynas soient similaires, cette dernière bénéficie d'un vaste marché intérieur en Arabie saoudite, ce qui lui permet d'exploiter un réseau d'itinéraires plus diversifié, a ajouté l'OAG.
En février, flynas a annoncé qu'elle prévoyait de recevoir plus de 100 avions Airbus au cours des cinq prochaines années, dans le cadre d'un accord plus large portant sur 280 avions Airbus.
La compagnie aérienne a pour objectif d'exploiter plus de 160 appareils d'ici à 2030. Sa commande de 280 avions d'une valeur de plus de 161 milliards de riyals saoudiens (43 milliards de dollars) fait d'elle le plus grand détenteur de commandes d'achat d'avions monocouloirs au Moyen-Orient.
Commentant la croissance de flynas ces dernières années, Paolo Carlomagno, associé chez Arthur D. Little, a déclaré que des prix compétitifs et une qualité irréprochable ont joué un rôle crucial dans la popularité croissante des compagnies aériennes auprès des voyageurs.
"Au cours des cinq dernières années, flynas a connu une croissance exceptionnelle grâce à plusieurs facteurs - endogènes et exogènes. Une stratégie de réseau bien planifiée et exécutée et une augmentation efficace du nombre de sièges, principalement due à l'expansion de la flotte avec l'Airbus A320Neo, qui offre des coûts d'exploitation plus faibles", a déclaré M. Carlomagno.
"Flynas a également géré de manière experte le difficile compromis entre la tarification et la qualité du service et a réalisé de solides performances opérationnelles au cours des cinq dernières années", a-t-il ajouté.

TUNISIE

Augmentation des ventes des voitures pour le premier trimestre 2025

Le nombre de voitures vendues sur le marché tunisien au cours du premier trimestre 2025, que ce soit via les concessionnaires agréés ou le marché parallèle, a atteint 17.439, contre 15.343 au cours de la même période en 2024.
Les concessionnaires agréés ont vendu 11 860 véhicules de tous types et de toutes catégories au cours du premier trimestre de cette année, contre 11 191 véhicules au cours de la même période l'année dernière, soit une augmentation de 5,9 pour cent. Selon les données statistiques obtenues auprès de la Chambre nationale des concessionnaires et constructeurs automobiles, affiliée à la Fédération de l'industrie, du commerce et de l'artisanat, 5 579 voitures ont été vendues sur le marché parallèle, contre 4 152 voitures entre mars 2025 et 2024, soit une augmentation de 34 %. Du point de vue de la Chambre, le marché parallèle fait référence à la vente de voitures par l'intermédiaire d'un certain nombre de magasins privés répartis dans tout le pays, qui investissent dans l'achat et la vente de voitures au public. Les données disponibles sur les voitures populaires indiquent que 1 632 voitures ont été vendues, contre 1 453 au cours de la même période. Cela représente une moyenne de 570 voitures vendues en mars de cette année, contre 526 voitures vendues au même mois de 2024.
Six marques ont vendu des voitures populaires, avec des prix moyens allant de 34 805 dinars à 28 925 dinars.
Au cours du premier trimestre 2025, 3 637 véhicules utilitaires ont été vendus, contre 3 296 à la même période l'an dernier, ce qui représente une croissance de plus de 10 %. De plus, 8 223 véhicules de tourisme ont été commercialisés, contre 7 895 à la même période l'année dernière, ce qui représente une augmentation d'environ 4,1 %.

MODERNISATION DES INFRASTRUCTURES EN EGYPTE

Investissement de 2 000 milliards de livres égyptiennes

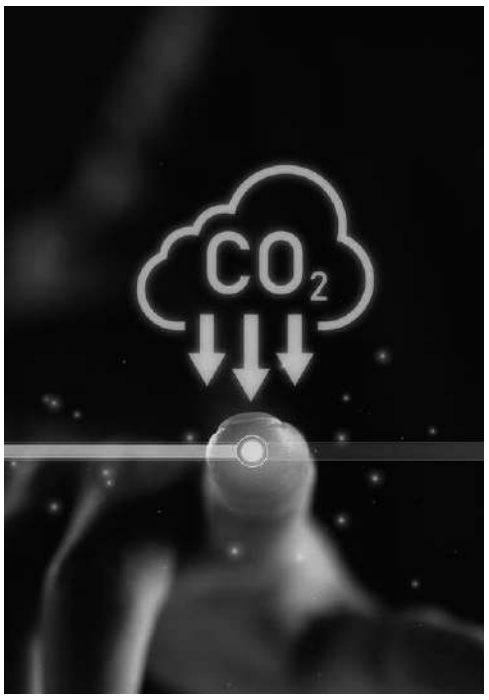
Entre 70 et 80 % des projets planifiés sont aujourd'hui achevés, parmi lesquels la première ligne du train à grande vitesse, le train électrique léger (LRT), plusieurs ports maritimes et une large part du réseau routier national, a détaillé le ministre de l'Industrie et des Transports et vice-Premier ministre pour le développement industriel Kamel El-Wazir.
Le ministre de l'Industrie et des Transports et vice-Premier ministre pour le développement industriel Kamel El-Wazir a assuré que l'État avait mobilisé plus de 2 000 milliards de livres égyptiennes au cours des dix dernières années pour moderniser les infrastructures nationales, lors d'un entretien à la chaîne égyptienne Ten samedi 3 mai.
Entre 70 et 80 % des projets planifiés sont aujourd'hui achevés, parmi lesquels la première ligne du train à grande vitesse, le train électrique léger (LRT), plusieurs ports maritimes et une large part du réseau routier national, a-t-il détaillé. Le gouvernement insiste sur le caractère stratégique de ces chantiers, qui visent à positionner l'Égypte comme un hub logistique régional en lien avec le Canal de Suez. Le projet de train à grande vitesse, lancé en 2018, devrait totaliser environ 2 000 kilomètres de voies réparties sur trois lignes. Il est développé par un consortium mené par Siemens Mobility, avec des partenariats techniques et industriels internationaux. Des corridors sont créés ou renforcés entre les principaux ports – de Taba à Al-Arich, de Sokhna à Alexandrie – et des zones industrielles comme Qena ou Suez. L'Égypte souhaite lancer une liaison terrestre stratégique avec le Tchad, dans le cadre d'une stratégie d'intégration régionale africaine. Kamel El-Wazir déplore toutefois que la dépréciation de la livre égyptienne – avec un dollar passé de 16-18 livres à plus de 50 – altère la valeur réelle des investissements. Une grande partie des matériaux, technologies et prestataires étant étrangers, cela signifie que le coût en devises est bien supérieur à la valeur nominale des ouvrages en livres. L'Égypte cherche à capter les flux commerciaux mondiaux et cette volonté se traduit par des projets ciblés, comme la construction d'un quai maritime de 500 mètres en face du complexe sidérurgique de Suez, pour accueillir des navires de 400 000 tonnes en provenance d'Australie ou du Brésil, a encore précisé le ministre.
« Le monde entier nous regarde désormais, a-t-il conclu. L'Est nous dit : +vous devez faire partie de nos routes+. L'Ouest dit : +vous devez être un maillon de nos corridors de développement et de transport+. L'intérêt de l'Égypte passe avant tout. Nous travaillons dans toutes les directions, reliant l'Est à l'Ouest, le Nord au Sud, afin d'intégrer l'Égypte dans son environnement régional. »

KENYA

Prévision de réduire les émissions de gaz à effet de serre de 35% d'ici 2035

Cela s'inscrit dans les objectifs du Kenya dans le cadre de sa deuxième Contribution Déterminée au niveau National à l'Accord de Paris, visant à lutter contre le changement climatique. Le coût global estimé pour la période 2031-2035 s'élève à 56 milliards $.

Le Kenya prévoit de réduire ses émissions de gaz à effet de serre (GES) de 35% d'ici 2035 par rapport au scénario « Business As Usual » (BAU), soit l'équivalent de 75,25 millions de tonnes de dioxyde de carbone. C'est ce qu'a révélé le ministère de l'Environnement, du Changement climatique et des Forêts le jeudi 1er mai 2025. Cet objectif est décrit dans le document de sa deuxième Contribution Déterminée au niveau National (CDN) soumis à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC). Ce document définit la feuille de route du pays en matière de lutte contre le changement climatique pour la période du 1er janvier 2031 au 31 décembre 2035.Le coût estimé du financement des actions climatiques entre 2031 et 2035 est d'environ 56 milliards USD. 20% de ce montant (environ 10,5 milliards USD) proviendront des ressources nationales, et les 80% restants nécessiteront un soutien



international sous forme de financements, transferts technologiques, renforcement des capacités et participation aux marchés carbone. Par ailleurs, la nouvelle CDN du Kenya vise à « favoriser un développement économique transformateur, stimuler l'innovation et assurer une croissance inclusive dans les secteurs clés » souligne le communiqué du ministère. En outre, elle met l'accent sur la protection des moyens de subsistance, des communautés, des infrastructures et des écosystèmes contre les impacts du changement climatique.
Rappelons que la première CDN du Kenya (2020-2030) vise une réduction de 32% des émissions de gaz à effet de serre, par le biais d'un développement à faible émission de carbone et résilient au changement climatique. Elle couvrait les secteurs de l'énergie, de l'agriculture, de la gestion des forêts, des déchets et des transports, avec un accent sur les énergies renouvelables et l'utilisation durable des terres.

GHANA

Aucun investissement attiré dans le secteur pétrolier depuis 5 ans

Le Ghana est confronté à d'importants défis énergétiques, notamment en ce qui concerne l'exploitation pétrolière qui peine à progresser. De nombreuses voix appellent le gouvernement à agir compte tenu du poids du secteur dans l'économie.
Pour la cinquième année consécutive, le Ghana n'a réussi à attirer aucun investissement significatif dans l'exploitation de ses ressources pétrolières. C'est la conclusion du rapport 2024 du Public Interest and Accountability Committee (PIAC) publié lundi 28 avril.
Selon l'agence qui a notamment pour mandat de surveiller la gestion des revenus pétroliers du pays, le Ghana n'a enregistré aucune acquisition de parts sur ses blocs pétroliers. Le rapport indique que les processus d'octroi de licences ont été suspendus depuis la fin du cycle de licences de 2018-2019, faute de candidatures concluantes. Par ailleurs, les blocs non attribués restent inexploités, malgré leur promotion lors de forums internationaux.
Cette dynamique s'est maintenue en même temps que la baisse continue de la production de brut. Selon le PIAC, ce sont en tout 48,25 millions de barils d'or noir qui ont été produits en 2024. Un chiffre qui marque un recul moyen annuel de 7,4 % sur cinq ans par rapport aux 71,44 millions de barils produits en 2019.
Cette absence d'engagement traduit un certain désintérêt persistant des investisseurs pour l'amont pétrolier ghanéen, malgré les appels répétés du ministère de l'Énergie. Cette baisse de la production pèse sur les recettes budgétaires tirées des hydrocarbures, qui ont contribué à 10,2 % de la croissance du PIB du Ghana en 2023.

ELLE ORGANISERA UN SIDE EVENT INVEST IN GUINÉE

La Guinée invite les investisseurs de l'Afrique et du monde

A l'occasion du Africa CEO Forum 2025, la République de Guinée organisera pour la première fois un side event intitulé "Invest in Guinée" pour mettre en lumière les opportunités d'investissement dans le pays et renforcer les partenariats économiques à fort impact. La session se tiendra le lundi 12 mai 2025 à 14h30 au Sofitel Abidjan Hôtel Ivoire.
Ce side event stratégique sera marqué par la présence des autorités guinéennes dont le Premier Ministre S.E.M. Amadou Oury BAH, la Ministre du Commerce, de l'Industrie et des PME Dre Diaka SIDIBE, et le Ministre des Mines et de la Géologie M. Bouna SYLLA. Sur le panel de haut niveau interviendront également les acteurs majeurs du secteur minier international Rio Tinto, Winning Consortium et des grandes entreprises guinéennes dont IBS Group et SONOCO. Ces intervenants de renom partageront leur vision du développement économique guinéen, l'impact des réformes adoptées par le Gouvernement pour améliorer le climat des affaires et les opportunités concrètes d'investissement.
A l'occasion du « Invest in Guinée » une quinzaine d'entreprises guinéennes représentatives des secteurs clés (mines, agriculture, infrastructures, énergie, TIC, tourisme) feront aussi le déplacement à Abidjan pour présenter leurs projets et rechercher des partenaires stratégiques. Cette délégation symbolise le dynamisme du secteur privé national et son engagement dans la transformation économique de la Guinée.
La session "Invest in Guinée" sera l'occasion de présenter les opportunités économiques à saisir aujourd'hui dans un pays en pleine transformation accélérée par le programme Simandou 2040 et de vulgariser une sélection de projets publics et privés bancables en prélude de la tenue de la 4ème édition du Guinea Investment Forum (GUIF 4) en début 2026 à Conakry.
Pour rappel l'Africa CEO Forum a été fondé en 2012 par Jeune Afrique Media Group en partenariat avec la Société Financière Internationale (IFC – Groupe Banque mondiale). L'événement est une plateforme internationale d'échanges qui réunit chaque année plus de 2000 décideurs économiques, chefs d'État, ministres, investisseurs internationaux, chefs d'entreprises, institutions financières et médias économiques de référence.

ETHIOPIE

Le pays veut devenir membre actionnaire de la banque des BRICS

L'Ethiopie a rejoint le groupe des BRICS en janvier 2024. Addis-Abeba espère, avec un statut de membre actionnaire, «obtenir des financements flexibles » dans le cadre de la reconstruction de son économie.
L'Ethiopie a déposé une demande pour devenir un membre actionnaire de la New Development Bank (NDB), la banque de développement fondée par les pays membres du groupe des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud), a récemment annoncé Leulseged Tadese Abebe (photo), l'ambassadeur d'Ethiopie près le Brésil. « L'Ethiopie a officiellement soumis une demande pour rejoindre la New Development Bank en tant que membre actionnaire. Nous avons déjà reçu le soutien politique de tous les membres des BRICS, et nous espérons conclure notre processus d'adhésion très bientôt », a-t-il déclaré à BRICS Brasil 2025, le site Web de la présidence brésilienne du bloc des pays émergents. Et d'ajouter : « nous nous engageons pleinement à intégrer tous les mécanismes et les accords du groupe. L'un des piliers les plus importants de la famille BRICS est la New Development Bank ».
Le diplomate éthiopien a également indiqué que son pays entend « obtenir des financements flexibles pour les secteurs de l'énergie, l'industrie et l'agriculture » de la part de la banque des BRICS, dans le cadre de la reconstruction de son économie.
La NDB compte actuellement trois membres actionnaires africains, en l'occurrence l'Afrique du Sud, l'Egypte et l'Algérie. L'Ethiopie figure parmi les pays qui ont rejoint le bloc en janvier 2024, dans le cadre d'un plan d'élargissement de cette coalition de pays émergents.
Basée à Shanghai, la banque des BRICS s'est donné pour objectif de mobiliser les ressources pour les infrastructures et projets des pays membres et d'autres économies émergentes et en développement.
La création de cette institution est souvent considérée comme une tentative de bousculer l'architecture financière mondiale dessinée par les accords de Bretton Woods et de constituer une alternative au FMI et à la Banque mondiale, des institutions très critiquées pour leur incapacité à refléter le poids grandissant des BRICS qui représentent désormais plus de 40% de la population de la planète et 35% du PIB mondial.

PARIS

Marque une pause dans l'attente des banques centrales

La Bourse de Paris cède près de 0.4% ce matin, autour des 7740 points, notamment pénalisée par Teleperformance qui lâche 2,7% ainsi que par TotalEnergies (-0,7%).

Les investisseurs semblent jouer la carte de la prudence avant les réunions de banques centrales prévues dans les prochains jours.
En effet, après une période dominée par les résultats d'entreprises et les indicateurs économiques, les banques centrales vont reprendre le devant de la scène cette semaine, essentiellement avec la réunion de la Fed qui se conclura mercredi.
Suite à un début de mois d'avril catastrophique, les Bourses mondiales ont récemment retrouvé le chemin de la hausse, portées par l'espoir d'une désescalade progressive des tensions commerciales.
Sur l'ensemble de la semaine écourtée qui vient de s'écouler, le CAC 40 s'est adjugé 3,1% et a désormais quasiment effacé les pertes consécutives aux annonces du 'Liberation Day', le 2 avril dernier.
A Wall Street, le S&P 500 vient d'aligner neuf séances consécutives de hausse, un record depuis novembre 2024, ce qui lui a permis de revenir au-dessus de ses niveaux d'avant les nouveaux droits de douane américains.
Cette tendance pourrait persister avant la décision de politique monétaire de la Réserve fédérale, attendue mercredi soir, sachant que les marchés d'actions américains ont historiquement tendance à progresser en amont des annonces de la Fed.
L'exercice s'annonce pourtant particulièrement délicat pour la banque centrale américaine, confrontée aux inquiétudes entourant l'impact des surtaxes douanières de Donald Trump sur l'activité.
Les données, publiées mercredi dernier, montrant une contraction surprise du PIB des Etats-Unis au premier trimestre ont conforté l'espoir d'un geste de la Fed, mais le solide rapport sur l'emploi de vendredi dernier est venu le balayer.
Dans ce contexte, le président de la Fed, Jerome Powell, va encore marcher sur des oeufs mercredi, d'autant que le président américain n'a pas caché son mécontentement face à sa volonté de ne pas baisser les taux trop rapidement.
Le banquier central est effectivement confronté à un exercice périlleux en cette période de transition pour l'économie, l'instauration des 'tarifs' de la Maison Blanche laissant craindre une prochaine remontée de l'inflation.
Selon toute vraisemblance, la Fed devrait rester en position d'attente, sans trop altérer son discours, mais pourrait ouvrir la voie à une éventuelle réduction des taux le mois prochain, même si cette hypothèse ne constitue plus le scénario central des marchés, qui privilégient plutôt celui d'une baisse de taux en juillet.
Confrontée, elle, à une période de stagflation, la Banque d'Angleterre (BoE) devrait pour sa part décider d'assouplir ses taux de 25 points de base, se dirigeant ainsi vers une politique monétaire plus accommodante.
L'attention qui sera portée aux banques centrales risque de reléguer au second plan la saison des résultats même si les publication de Palantir, AMD, Disney et Uber figurent au programme aux Etats-Unis cette semaine.
A ce stade, sur les 72% de sociétés du S&P 500 ayant déjà publié leurs comptes, 76% ont fait mieux que prévu, ce qui est supérieur à la moyenne sur 10 ans de 75%, mais inférieur à celle sur cinq ans de 77%.
En Europe, les résultats de groupes comme Novo Nordisk, Siemens Energy, Ferrari, BMW, AB InBev et Campari tomberont également cette semaine.
En plus des banques centrales et des résultats, l'ISM américain des services - prévu cet après-midi - pourrait également faire bouger les marchés en attendent la parution, demain, des derniers indices PMI des services en Europe.
Notons qu'à Londres, le baril de Brent cède 2.3% après que l'OPEP+ a décidé d'augmenter la production d'or noir.
L'or métallique, quant à lui, s'arroge près de 1%, vers 3270$ l'once. Enfin, l'euro gagne 0,3% face au billet vert, autour des 1,132$.
Dans l'actualité des sociétés tricolores, Unibail-Rodamco-Westfield (URW) et Cenomi Centers annoncent la signature d'un accord de partenariat stratégique et de franchise de 10 ans, avec une option de prolongation de 10 années supplémentaires, en Arabie Saoudite.
Alstom annonce que son système de gestion du trafic ferroviaire Iconis, rebaptisé Onvia Vision, a été livré et mis en service sur la ligne pilote Wairarapa en Nouvelle-Zélande, marquant la première étape de la digitalisation du réseau exploité par Kiwi-Rail.
Enfin, Orange fait part de la nomination de Jérôme Hénique, actuel directeur exécutif, CEO d'Orange Afrique et Moyen-Orient, au poste de directeur exécutif, CEO d'Orange France à compter du 1er juin, en remplacement de Jean-François Fallacher.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر
BANK OF ALGERIA

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 02 Mai 2025
Valeur : 06 Mai 2025

BASE	DEVISES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR	132.5978	132.6128
1	EUR	EURO	150.0609	150.0912
1	GBP	POUND STERLING	176.1863	176.2062
100	JPY	JAPANESE YEN	91.3208	91.3374
1	CNY	CHINESE YUAN	18.2338	18.2396
1	CHF	SWISS FRANC	160.1810	160.2765
1	CAD	CANADIAN DOLLAR	95.8908	95.9225
1	DKK	DANISH KRONE	20.1122	20.1157
1	SEK	SWEDISH KRONA	13.6747	13.6799
1	NOK	NORWEGIAN KRONE	12.7633	12.7694
1	AED	UAE DIRHAM	36.0987	36.1057
1	SAR	SAUDI RIYAL	35.3575	35.3634
1	KWD	KUWAITI DINAR	432.0554	432.2451
1	TND	TUNISIAN DINAR	44.0652	44.5081
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM	14.3166	14.3183
1	LYD	LIBYAN DINAR	24.1759	24.3001
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA	3.3208	3.3311
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	179.5442	179.5442

WALL STREET

Les marchés actions terminent la semaine sur une note haussière

Les marchés actions américains ont terminé la semaine en zone positive, portés par deux bonnes nouvelles : les chiffres de l'emploi sont ressortis meilleurs qu'attendu et la Chine a annoncé vendredi "évaluer" une proposition de négociations commerciales émanant de Washington. Au chapitre des valeurs, Apple s'est replié malgré des résultats trimestriels supérieurs aux attentes, la firme s'attendant à un bond de ses coûts au deuxième trimestre du fait des droits de douane américains. Le Dow Jones a gagné 1,39% à 41317 points tandis que le Nasdaq a progressé de 1,51% à 17977 points.
Apple a révélé hier soir l'impact sur ses coûts de la guerre commerciale en cours pour ce trimestre : 900 millions de dollars. Cette perspective et des ventes décevantes en Chine ont entraîné un repli de 3,74% à 205,35 dollars de l'action Apple, qui ferme la marche de l'indice Dow Jones. " Apple utilise son empreinte manufacturière mondiale pour limiter les vents contraires des tarifs douaniers. ", souligne JPMorgan. La direction a indiqué que plus de 50% des iPhones vendus aux États-Unis ce trimestre auront été fabriqués en Inde.
Les chiffres économiques du jour
Au mois de mars, les commandes à l'industrie ont progressé de 4,3 %, une belle performance, mais inférieure aux prévisions des analystes qui attendaient un bond de 4,4 %, après une légère progression de 0,6 % en mars.
Selon le rapport mensuel sur l'emploi américain, l'économie outre-Atlantique a créé 177 000 postes dans le secteur non agricole en avril, contre 185 000 en mars et une prévision à 138 000. Parallèlement, le taux de chômage, est resté stable à 4,2 %, comme prévu. Enfin, le salaire horaire moyen d'avril n'a progressé que de 0,2 %, contre des attentes et un précédent à +0,3 %.

BOURSE ZURICH

Le SMI de justesse dans le vert

La Bourse suisse a entamé la séance de lundi sur la pointe des pieds, le SMI évoluant de peu dans le vert. En avril, l'inflation, qui a longtemps mis en émoi les consommateurs et les entreprises helvétiques, a été nulle autant sur un an que sur un mois. Les prix du baril de pétrole eux chutaient, le Brent et le West Texas Intermediate (WTI) perdant respectivement 2,5 et 2,7%.
"La semaine commence par une forte baisse des prix du pétrole", a souligné Ipek Ozkardeskaya, de Swissquote, après que l'Opep+ a annoncé accélérer la production. Pourtant les prévisions de croissance mondiales se sont affaiblies en raison de la guerre commerciale entre Washington et une bonne partie du monde. Les raisons d'une telle annonce "sont peu claires", a ajouté l'experte, citant la volonté de Donald Trump de garder des prix de l'énergie bas pour favoriser le "made in USA" ou encore la volonté de l'Arabie saoudite de punir les autres membres de l'organisation, voire de porter atteinte aux acteurs américains du gaz de schiste. En Suisse, l'inflation est restée parfaitement stable sur un an (+0,0%) en avril, a souligné Arthur Jurus d'Oddo BHF dans un commentaire, relevant que les produits importés ont largement pesé à la baisse, alors que les loyers résidentiels ressortent comme la seule source majeure d'inflation structurelle. Si l'inflation se situe tout juste dans la fourchette privilégiée par la Banque nationale suisse (BNS), la majorité des analystes pense que l'institut réduira son taux directeur à 0% en juin.
Vers 09h10 à la Bourse suisse, l'indice vedette SMI grignotait 0,16% à 12'279,89 points, après avoir bouclé vendredi en hausse de 1,1%. Le SLI prenait 0,18% à 1991,56 points et le SPI 0,14% à 16'708,29 points. Sur les trente valeurs vedettes, 21 avançaient, le bon Lindt faisait du surplace et huit perdaient du terrain. Sandoz menait la danse (+1,9%) devant Sonova (+0,9%), Swisscom et Givaudan ex-aequo (+0,6% chacun). Le bon Roche grappillait 0,2%, derrière Nestlé et Novartis (+0,3% chacun). UBS égarait 0,2%. Les valeurs du luxe Richemont (-0,2%) et Swatch Group (-0,4%) buvaient aussi la tasse. La lanterne rouge revenait à Adecco (-1%).
Sur le marché élargi, AMS-Osram dégringolait de 4,6%, après que Research Partners a dégradé la recommandation du groupe à "vendre", contre "conserver" précédemment. L'objectif de cours est relevé à 5,80 francs suisses, contre 5,30 francs suisses.

CRISE DE L'INDUSTRIE À CUBA

La Havane affiche la production la plus basse en 40 ans

La production industrielle à Cuba a chuté en 2024 à des niveaux plus bas qu'il y a 40 ans, selon Pedro Monreal. La désindustrialisation progresse sans un plan efficace de réindustrialisation tandis que le tourisme est promu comme moteur économique.

L'industrie cubaine a affiché en 2024 les valeurs les plus basses de production depuis 40 ans, selon l'économiste Pedro Monreal dans une analyse publiée sur les réseaux sociaux.
Le chercheur éminent souligne que dans sept activités ayant un impact significatif sur le bien-être des citoyens, la production de l'année passée a été inférieure à celle d'il y a 40 ans et est même restée en dessous des niveaux de la période spéciale.
Pour étayer ces affirmations, l'expert a analysé les secteurs de production de farine de blé, d'aliments pour animaux, de barres d'acier, de pain, d'engrais, de riz et de ciment gris, selon les données déclarées par l'Office national de statistique et d'information (ONEI).
Dans tous les cas, il y a eu une diminution considérable, principalement dans la production de barres d'acier et d'engrais, où les niveaux sont à zéro.
Elle confirme le déclin de la "désindustrialisation de Cuba à l'ère post-ordonnancement", a écrit Monreal.
Il s'agit d'une crise jamais surmontée, résultant de la "fracture du modèle d'insertion de l'époque soviétique", de la "décapitalisation du secteur" et de "l'obsolescence technologique" d'une grande partie de l'outil industriel.
D'autre part, il a souligné qu'il n'existe pas de "programme crédible" de réindustrialisation, ce qui met en évidence un profond vide dans la politique économique.
"Il n'y a même pas dans l'industrie quelque chose de comparable à la 'feuille de vigne' des 63 mesures (inefficaces) de l'agriculture," a-t-il soutenu.
Pendant ce temps-là, le régime continue de parier sur la relance du tourisme, qu'il insiste à appeler "locomotive" de l'économie, et concentre ses efforts sur la construction et la rénovation d'hôtels.
Le ministre du Tourisme de Cuba, Juan Carlos García Granda, a exprimé son optimisme quant à la récupération du secteur durant la saison hivernale 2025-2026, malgré la chute significative de 29,7 % des arrivées de visiteurs internationaux enregistrée au cours du premier trimestre de l'année.
Lors de déclarations à la presse après la clôture de la Foire Internationale du Tourisme (FITCuba) 2025 au Cabaret Tropicana, il a affirmé que la foire avait “dépassé les attentes”, non seulement sur le plan organisationnel, mais aussi en raison de la participation de plus de 1 500 professionnels étrangers et de 2 573 nationaux, y compris des représentants du secteur d'État et du secteur non étatique.

TOURISME

L'Espagne bat un nouveau record de fréquentation au premier trimestre

Avec 17,1 millions de visiteurs internationaux entre janvier et mars, l'Espagne établit un nouveau record d'affluence. Une hausse qui s'accompagne d'une augmentation des dépenses, sur fond de tensions liées au surtourisme.
L'Espagne n'en finit plus de séduire. Entre janvier et mars 2025, le pays a accueilli 17,1 millions de touristes internationaux, soit une hausse de 5,7 % par rapport à la même période de 2024. Ce chiffre constitue un nouveau record pour la péninsule ibérique, deuxième destination touristique mondiale derrière la France, selon les données de l'Institut national des statistiques (INE) publiées ce lundi.
Cette dynamique s'accompagne d'un rebond notable des dépenses touristiques, qui atteignent 23,5 milliards d'euros (+7,2 %). Le ministère du Tourisme, qui mise sur une montée en gamme du secteur depuis plusieurs années, s'en félicite. En mars, la dépense moyenne quotidienne par touriste a d'ailleurs atteint 188 euros.
Le Royaume-Uni reste la première source de visiteurs (3,1 millions, +4,6 %), suivi de la France (2,1 millions, +7,1 %) et de l'Allemagne (2,1 millions, en très légère baisse de 0,1 %). En matière de dépenses, les Britanniques dominent également (15,9 % du total), devant les Allemands (12,3 %) et les pays nordiques (8,8 %).

ISLANDE

L'économie en 2025 devrait croître de 2.3 %

L'économie devrait croître au rythme de 2.3 % en 2025 et de 2.8 % en 2026. La consommation privée se redressera parallèlement à la progression des salaires réels. L'investissement des entreprises, freiné par le niveau élevé des taux d'intérêt, augmentera à mesure que la confiance et les conditions financières s'amélioreront. L'investissement en logements demeure soutenu sous l'effet d'un rattrapage de la demande. Les exportations redémarreront, tirées par un léger rebond des ventes de produits de la mer et du tourisme étranger. Le marché du travail restera résilient. Les principaux risques intérieurs tiennent notamment à l'éventualité d'une autre campagne de pêche décevante et de nouveaux dégâts provoqués par l'activité volcanique.
En novembre, la banque centrale a abaissé son taux d'intérêt directeur à 8.5 %. Proche de 5 %, l'inflation mesurée par les prix à la consommation demeure élevée et ne devrait s'approcher de l'objectif de 2.5 % qu'à la fin de 2026, si bien que la banque centrale doit rester vigilante. L'orientation de la politique budgétaire est restrictive et les autorités devraient sans doute la durcir encore, malgré les nouvelles dépenses engagées pour cause de catastrophe naturelle, en vue de réduire les tensions inflationnistes et d'étoffer les marges de manœuvre budgétaires disponibles. Renforcer les compétences techniques, assouplir les critères d'octroi des autorisations professionnelles et accélérer la reconnaissance des diplômes étrangers contribueront à atténuer les tensions sur le marché du travail.

PORTUGAL

Recul du PIB au 1er trimestre (-0,5%)

Le produit intérieur brut (PIB) du Portugal a reculé de 0,5% au premier trimestre, contre une hausse de 1,4% au dernier trimestre 2024, en raison d'une baisse de la demande extérieure et d'une stagnation de la demande intérieure, selon une première estimation officielle publiée vendredi.
Le pays ibérique, qui tiendra le 18 mai des élections législatives anticipées, n'avait pas connu de recul du PIB depuis le troisième trimestre 2023 (-0,1%).
Les analystes interrogés par les médias locaux s'attendaient à un coup de frein de l'économie portugaise, mais comptaient tout de même sur une légère croissance au premier trimestre.
En glissement annuel, l'activité économique du Portugal a progressé de 1,6% entre janvier et mars, après une hausse de 2,8% sur les trois mois précédents, a précisé l'Institut national des statistiques (Ine), en mettant en avant l'effet d'un ralentissement des exportations et de la consommation des ménages.
Pour l'ensemble de l'année 2025, la Banque du Portugal prévoit une croissance économique de 2,3%, après une hausse du PIB de 1,9% l'an dernier.
Dans sa loi de finances pour cette année, le gouvernement minoritaire de centre droit table sur une croissance de 2,1%.

PRÈS DE 450 MILLIONS D'EUROS DE FRAUDE SOCIALE ONT ÉTÉ DÉTECTÉS EN 2024 EN FRANCE

Une hausse de 20% en un an

Le directeur de la Cnaf observe «une montée en puissance de la fraude organisée», à travers des «réseaux qui vont bien au-delà des seuls individus».
Les détections des fraudes aux allocations familiales ont augmenté de 20% en 2024 par rapport à l'année précédente, pour représenter 450 millions d'euros, a annoncé le directeur de la Caisse nationale des allocations familiales (Cnaf) Nicolas Grivel, à la Tribune dimanche . Cette augmentation de 20 % par rapport à l'année précédente, «qui était déjà record», «ne signifie pas que les allocataires fraudent plus qu'avant, mais que nous avons amélioré notre capacité de contrôle», précise le directeur évoquant plus «30 millions de contrôles» effectués en 2024.
«80 % des sommes» sont recouvrées, ajoute-t-il, alors que la fraude sociale estimée «ne dépasse pas 3 % des montants versés par les Caf» dont les prestations s'élèvent chaque année à «environ 100 milliards». «La fraude traditionnelle est individuelle» avec «un allocataire qui occulte certaines informations pour obtenir une prestation plus élevée, qui ne déclare pas la totalité de ses ressources ou encore qui ne mentionne pas qu'il est en couple», détaille-t-il.

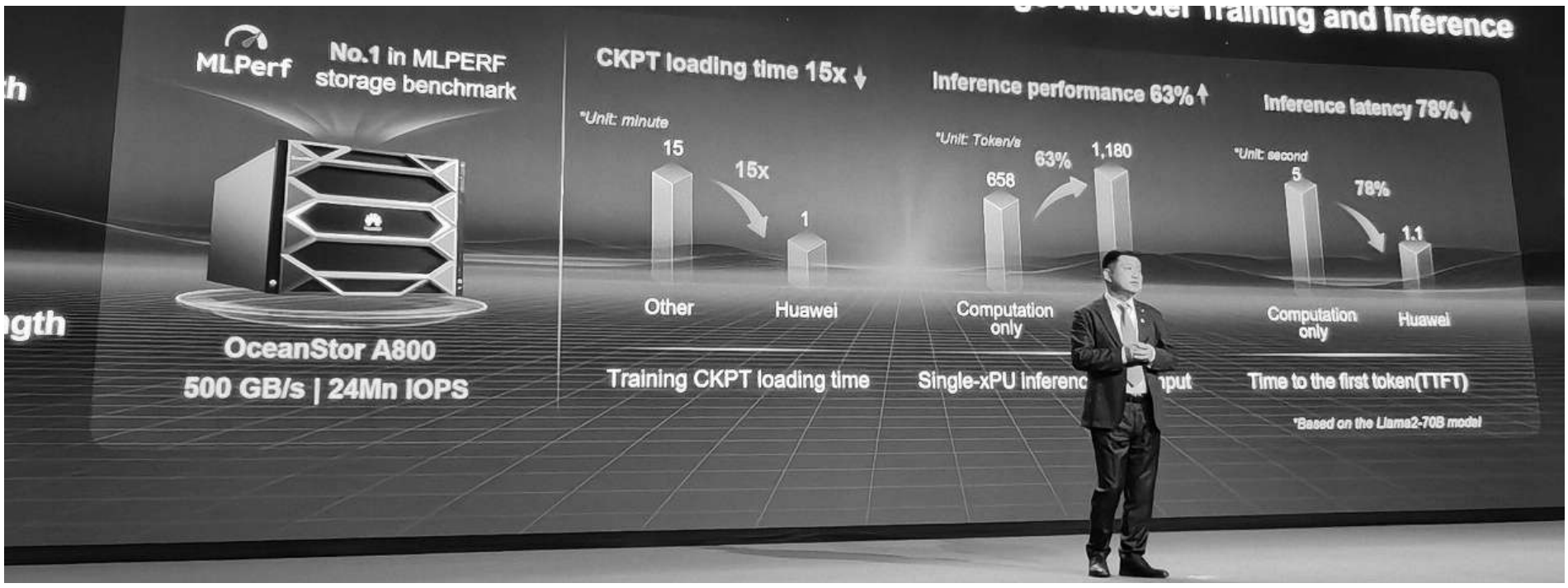
FACE AUX PRESSIONS DE TRUMP QUI RÉCLAME UNE BAISSE DES TAUX

La FED va probablement rester de marbre

La banque centrale américaine qui se réunit la semaine prochaine devrait laisser ses taux inchangés malgré les appels répétés de Donald Trump qui souhaiterait un assouplissement de la politique monétaire.
La banque centrale américaine se réunit la semaine prochaine pour la troisième fois depuis le retour de Donald Trump à la Maison Blanche, dans un paysage économique sens dessus dessous, et sous les flèches du chef de l'État. L'issue de la réunion de la Réserve fédérale (Fed), programmée mardi et mercredi, ne fait guère de doute aux yeux de l'immense majorité des acteurs de la finance.
L'institution monétaire devrait laisser ses taux au niveau qui est le leur depuis décembre, dans une fourchette comprise entre 4,25% et 4,50%. Ses responsables ont fait savoir qu'ils souhaitaient d'abord jauger comment l'économie allait atterrir face à l'ampleur de l'offensive protectionniste lancée par Donald Trump. Or, même si les baromètres économiques réguliers montrent une nervosité croissante, les indicateurs officiels restent contenus (4,2% de chômage en avril, 2,3% d'inflation en mars, légèrement au-dessus de la cible de la Fed).
Le problème, c'est ce qui va suivre. Lors de leur dernière réunion, les responsables de la Fed ont dégradé leurs prévisions pour la première économie mondiale, anticipant moins de croissance, plus d'inflation et de chômage.
Pas "paniquer"
La guerre commerciale entre Washington et Pékin aboutit à des droits de douane exorbitants qui mettent un coup d'arrêt aux échanges entre les deux puissances. Et la surtaxe minimum de 10% mise en place par le milliardaire républicain sur les produits venant du reste du monde - jusqu'au cacao qui n'est pas cultivé aux États-Unis - renchérit aussi le quotidien des entreprises et ménages américains.
"C'est compliqué de dire à l'heure actuelle si l'économie va entrer en récession, mais les droits de douane vont au moins ralentir la croissance", estime auprès de l'AFP Loretta Mester, ex-présidente (2014-2024) de la Fed de Cleveland (nord des Etats-Unis).

Huawei accélère son stockage pour l'IA

Présentée lors du 4e forum IDI de Huawei à Munich, la plateforme AI Data Lake, conçue pour accélérer l'adoption de l'intelligence artificielle dans les entreprises, intègre des innovations en matière de stockage, de gestion des données et des ressources, avec un focus sur les workloads exigeants.



Quelques mois après le lancement de ses baies de stockage OceanStor Dorado v7, le fleuron de la gamme exploitant des cartes DPU pour épaulés les contrôleurs, Huawei poursuit le développement de ses solutions à destination des entreprises et des MSP confrontés aux exigences en performances des solutions exploitant des ressources IA. Lors du 4e forum Innovative Data Infrastructure (IDI) organisé à Munich les 29 et 30 avril 2025, le chinois a officiellement lancé sa solution AI Data Lake, une infrastructure prête pour l'IA, destinée à accélérer l'adoption de l'intelligence artificielle dans divers secteurs industriels.

Cette plateforme, présentée à Munich par Peter Zhou, président de l'entité Data Storage chez Huawei, repose sur une intégration poussée entre stockage de données, gestion des ressources et outils IA. « Pour être AI-ready, il faut d'abord être data-ready », a souligné Peter Zhou lors de son discours. « La transformation numérique des industries repose sur la capacité à convertir les données en informations exploitables et en connaissances. » L'un des piliers de cette solution est l'optimisation des performances de stockage pour les workloads IA, notamment pour le training et l'inférence des modèles. La gamme OceanStor A, conçue pour les environnements AI, se distingue par des performances exceptionnelles. Si hier, certains DSI se posaient des questions sur l'envolée des performances sur les baies de stockage full-flash supportant le protocole NVMe over Fabric pour les bases de données, l'analytique et les environnements virtualisés, l'arrivée de l'IA justifie aujourd'hui les investissements en R&D de ces dernières années chez Dell, HPE, Pure Storage et bien sûr Huawei. Par exemple, ces performances ont permis à iFlytek, un développeur de technologies IA, d'améliorer significativement l'efficacité de ses clusters de training. « Notre solution OceanStor A offre une accélération remarquable pour le training et l'inférence des modèles IA, réduisant la latence et améliorant l'expérience utilisateur », a indiqué sur scène Peter Zhou.

Mutualisation des XPU

La solution AI Data Lake intègre également des fonctionnalités avancées de gestion des données et des ressources. La plateforme Huawei DME, par exemple, supprime les silos de données dans des centres dispersés géographiquement, tout en offrant une visibilité et une mobilité accrues. Grâce à sa capacité à traiter plus de 100 milliards de fichiers en quelques secondes, elle propose aux entreprises de libérer tout le potentiel de leurs données. Enfin, Peter Zhou a mis en avant des innovations en matière de gestion des ressources IA, avec une plateforme capable de mutualiser des XPU diversifiés et d'optimiser leur utilisation grâce à une orchestration intelligente. Cette approche, combinée à des outils d'exploitation et de maintenance assistés par l'IA, comme l'AI Copilot, promet de simplifier la gestion des infrastructures IA tout en augmentant leur efficacité. Pour répondre aux besoins des workloads intensifs en données, le fournisseur de Shenzhen lance également l'OceanStor Pacific, une solution de stockage scale-out entièrement flash. Avec une densité de capacité de 4 Po par unité de 2U et une consommation énergétique de 0,25 W/To, cette baie se positionne sur des marchés pour des secteurs comme l'éducation, la recherche scientifique, l'imagerie médicale ou encore les médias. Avec AI Data Lake, Huawei garantit donc de transformer la manière dont les entreprises gèrent et exploitent leurs données, ouvrant la voie à une adoption plus large et plus efficace de l'intelligence artificielle dans divers secteurs industriels.

Des OceanStor Dorado avant tout modulaires

Lors d'un entretien complémentaire à Munich, Joey Liu, chief architect all-flash storage chez Huawei, a partagé des détails sur les dernières baies de stockage OceanStor Dorado v7, conçues pour répondre aux exigences croissantes des workloads IA et des environnements de données intensifs avec le support des modes bloc, fichier et objet. Equipées de la technologie NVMe over Fabric, qui permet des transferts de données plus rapides et une latence réduite - des caractéristiques essentielles pour les applications IA qui nécessitent un accès rapide aux données pour le training et l'inférence des modèles - les Dorado peuvent atteindre des latences aussi basses que 0,1 milliseconde, ce qui est crucial pour les charges de travail en temps réel, a souligné Joey Liu. La scalabilité est également de la partie permettant aux entreprises de commencer avec une configuration modeste et de l'étendre à mesure que leurs besoins en stockage augmentent. Joey Liu pointe que cette scalabilité est rendue possible grâce à une architecture modulaire qui permet d'ajouter des SSD (61,44 To aujourd'hui et 122,88 To avant la fin de l'année pour les OceanDisk 116P) et des contrôleurs sans interruption de service. La stratégie cloud, avec un approche hybride, est aujourd'hui un des parents pauvres chez Huawei

Brèves

STMicroelectronics va supprimer 1 000 postes en France

Le fabricant de semi-conducteurs franco-italien, qui emploie 11 500 personnes en France, prévoit la suppression de 2 800 postes dans le monde, dont environ 1 000 dans l'Hexagone, selon Ici Touraine. L'annonce a été faite mardi aux syndicats lors d'un conseil social et économique. L'entreprise confirme qu'il s'agira de départs volontaires, étalés jusqu'à fin 2027. Les sites concernés ne sont pas encore identifiés. La CFDT exprime son "inquiétude", dénonçant une gestion fragile et des dispositifs de reconversion insuffisants. Cette annonce fait suite à la présentation il y a une quinzaine de jours du plan de restructuration évoqué depuis l'automne dernier.

Cast AI lève 108 M$.

La plateforme d'automatisation des environnements Kubernetes, a annoncé la clôture d'un tour de série C de 108 millions de dollars mené par G2 Venture Partners et SoftBank Vision Fund 2, avec la participation d'Aglaé Ventures - la société d'investissement en capital-risque de Bernard Arnault, le président-directeur général de LVMH. Les partenaires existants Cota Capital, Hedosophia, Creandum, et Vintage Investment Partners ont également remis au pot.

OpenTofu rejoint la CNCF

Le fork de Terraform porté par la communauté open source après l'évolution du modèle de licencing d'Hashicorp vers BSL qui a fait polémique, rejoint la Cloud Native Computing Foundation. A noter que la CNCF exigeait que les projets membres utilisent la licence Apache 2.0, et non la Mozilla Public License (MPL) comme OpenTofu. Mais cet obstacle a toutefois été surmonté lorsque le conseil d'administration de la CNCF a approuvé une exception à sa politique de propriété intellectuelle, permettant ainsi à OpenTofu d'utiliser la licence MPL 2.0.

FUTURE RENAULT CLIO 6

A quoi faut-il s'attendre ?

Si la marque Renault investit massivement dans les voitures 100 % électriques telles que la R5 et la R4, le constructeur n'en oublie pas pour autant ses superstars thermiques. Parmi celles-ci, la Renault Clio va continuer à disposer de moteurs à explosion et la nouvelle génération en inaugurera deux très prochainement.

Il y aura bien une sixième génération de Renault Clio. Et cela même si en ce moment les R5 et R4 électriques et la future Twingo électrique sont à l'honneur chez le constructeur au losange. C'est que les ventes de voitures électriques n'arrivent pas à atteindre celles des voitures thermiques et qu'en attendant 2035 et le passage européen au tout électrique, il y a encore moyen d'écouler un grand nombre d'autos doté de moteurs à explosion. Face aux ventes limitées ou stagnantes des modèles électriques, le constructeur Renault s'est décidé à ne pas mettre tous ses œufs dans le même panier et a programmé le remplacement de sa Clio. Il n'est pas question pour la marque française de multiplier les restylages comme envisagent certains constructeurs pour permettre à leurs modèles thermiques de poursuivre leur carrière. Pour ce qui concerne la Renault Clio 6, ce sera une toute nouvelle génération !

La Renault Clio 6 est presque prête

Avec le restylage de la Clio 5, la citadine du Losange a retrouvé des couleurs, mais cela ne suffira pas pour la faire tenir plus longtemps en concession. C'est pour cela que le Renault Clio 6 arrive. Depuis déjà un long moment, les prototypes de cette nouvelle génération poursuivent les essais, un camouflage intégral les recouvrant. En ce qui concerne la plateforme de cette auto ce sera toujours la CMF-B, mais il s'agit d'une base qui a encore évolué en intégrant certains éléments de la base technique CMF-B EV qui sert aux véhicules « zéro émission » que sont les nouvelles Renault 5 et Renault 4. C'est en particulier l'architecture logicielle de la nouvelle R5 qui servira à cette nouvelle Clio. Cela veut dire que la Clio 6 se servira des équipements de cette dernière comme les aides à la conduite et également la partie infodivertissement. On peut imaginer qu'elle s'équipe des mêmes écrans que la R5, mais avec un tableau de bord spécifique affichant une atmosphère totalement différente.

Influencée par le concept-car Emblème

En ce qui concerne le style, il est bien difficile de se faire une idée définitive en regardant les prototypes camouflés. Mais on peut émettre des hypothèses, d'autant plus que le concept-car Renault Emblème, qui a été conçu sous la direction du nouveau patron de design Gilles Vidal, donne des informations sur les futurs modèles de la marque. Ce qui va influer également sur le style, c'est le gabarit de l'auto. La Clio va en effet voir ses cotes progresser en longueur (de quelques centimètres), tandis que la hauteur de l'auto sera réduite à l'arrière. À l'instar de ce que propose le concept-car Renault Emblème qui affiche un profil de SUV coupé, la ligne de toit est abaissée vers l'arrière. On le voit clairement sur les prototypes de la future Clio 6 qui circulent sur les routes.

Recherche aérodynamique poussée

Cette ligne de toit fuyante entraîne également une modification de l'angle de la lunette arrière qui sera plus inclinée (inspiration Renault Emblème là aussi). Contrastant avec cette lunette très inclinée, la Clio 6 aura un bas de hayon très vertical afin de garantir une capacité du coffre optimale. À l'avant, l'inspiration proviendra sans doute d'un mélange entre la Clio 5 Phase 2 et le concept-car Emblème, avec capot assez avancé, une calandre bien délimitée en forme d'un losange Renault dont la base et le sommet ont été élargis. Les prises d'air latérales seront proches de celles de l'Emblème avec des feux de jour positionnés sur le pourtour extérieur. Enfin, une large prise d'air d'inspiration Emblème, sera positionnée dans la partie basse du bouclier. La Clio 6 affichera davantage de formes biseautées que par le passé, cela sera visible au niveau des flancs et des bas de caisse, mais aussi des « épaules » des ailes arrière et du capot. L'allure générale du modèle sera bien différente de la Clio actuelle et affichera un aspect robuste. Le but de ses transformations, surtout en ce qui concerne la partie arrière avec cette ligne de toit fuyante et cette lunette arrière très inclinée, est de diminuer de manière importante la traînée aérodynamique, afin de réduire la consommation le plus possible.

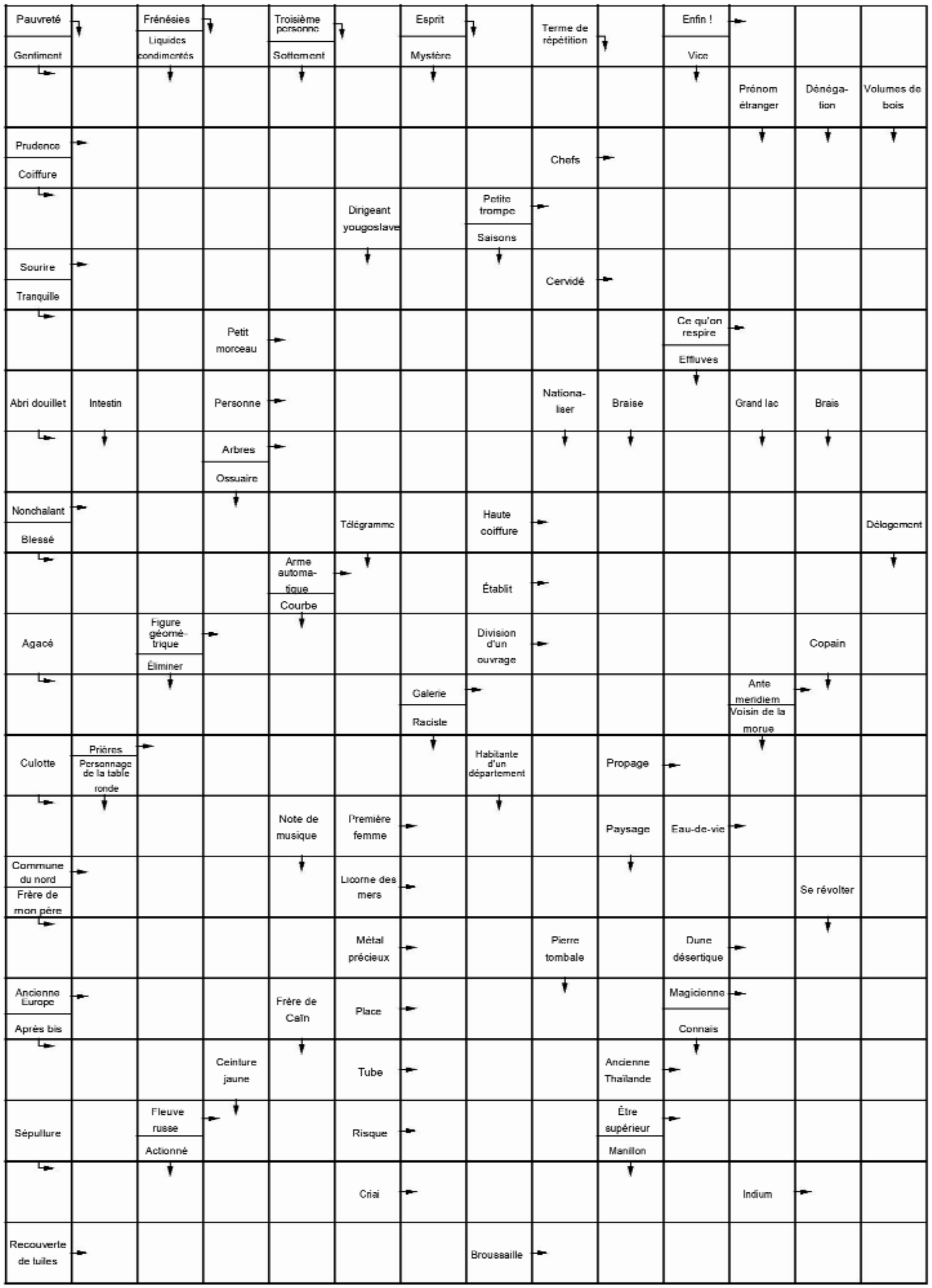
Du nouveau sous le capot

La réduction de la consommation passera aussi par une nouvelle offre thermique. Celle-ci sera presque entièrement électrifiée avec un bloc trois cylindres 1.2 de 115 ch disposant d'une micro-hybridation 12 volts, il sera associé à une boîte manuelle ou à une nouvelle transmission à double embrayage à six rapports. Ce moteur sera disponible également en version 120 ch, pour la motorisation bicarburation essence et GPL. En entrée de gamme on trouvera aussi un 1.2, mais sans hybridation qui devrait afficher 100 ch. Enfin, en haut de gamme, la Clio fera toujours confiance à du « Full Hybrid », mais dans une nouvelle déclinaison de 160 ch (contre 145 ch actuellement) avec un bloc thermique 1.8 au lieu du 1.6 actuel et un tout nouveau moteur électrique de plus de 60 ch logé entre le bloc 1.8 et la transmission. Ce moteur ainsi qu'une capacité de batterie de traction plus importante devrait permettre à la Clio 6 de rouler un peu plus longtemps en mode 100 % électrique. L'arrivée de toutes ces nouveautés thermiques électrifiées marquera aussi l'abandon par Renault de la motorisation Diesel.

Bien partie pour durer

Avec une Renault Clio 6 qui affiche un nouveau style, de nouvelles motorisations qui devraient être plus sobres, la marque au Losange entend bien rester en tête des ventes en France (la Clio 5 est tout en haut du podium en 2024 et toujours en tête sur les premiers mois 2025 devant la Peugeot 208). Mais cette Clio 6, qui devrait être présentée en septembre pour un lancement commercial avant la fin d'année, est aussi faite pour durer longtemps en attendant 2035. À ce moment-là, elle pourrait être remplacée par une Clio 100 % électrique.

Mots fléchés



Les Enjeux Eco
Quotidien national de l'économie
Mardi 6 mai 2025 http:www.lesenjeuxeco.dz

ENGRAIS

Les prix mondiaux en hausse de 11 % au premier trimestre 2025

Depuis 2022, les tensions provoquées par la guerre en Ukraine et la flambée des prix du gaz naturel ont bousculé le marché des engrais. Si depuis plus d'un an l'heure est à l'accalmie, l'année 2025 pourrait marquer une nouvelle phase de hausse des prix. Après être restés relativement stables pendant la majeure partie de 2024, les prix mondiaux des engrais ont grimpé de 11 % sur le premier trimestre 2025 en glissement annuel. C'est ce qu'indique la Banque mondiale dans la dernière édition de son rapport « Commodity Markets Outlook ». Dans les détails, les prix de l'urée (engrais azoté) ont grimpé de 20 % alors que les prix de l'engrais phosphaté le plus répandu (Phosphate diammonique-DAP) ont augmenté de 5 % par rapport à l'année dernière. De son côté, le chlorure de potassium (MOP) a vu son tarif progresser de 8 %.

ANNÉE SCOLAIRE 2024/2025

Modification du calendrier des examens du 3e trimestre et de rattrapage

Le ministère de l'Education nationale a annoncé, lundi dans un communiqué, la modification du calendrier des examens du 3e trimestre et de rattrapage au titre de l'année scolaire 2024/2025. Dans le calendrier modifié, les examens du 3e trimestre pour le cycle primaire (1ère, 2e, 3e, 4e et 5e années) se dérouleront du 18 au 22 mai. Les examens du 3e trimestre pour le cycle moyen auront lieu du 12 au 14 mai pour les classes de 4e année (BEM), et du 18 au 22 mai pour les 1ére, 2e et 3e années. Quant au cycle secondaire de l'enseignement général et technologique, les examens du 3e trimestre sont prévus du 11 au 15 mai pour les classes de 3e année (Baccalauréat), et du 18 au 22 mai pour les 1ère et 2e années. Par ailleurs, les examens de rattrapage auront lieu les 23 et 24 juin prochain pour les élèves de 2e, 3e et 4e années du cycle primaire, et pour ceux des 1ère, 2e et 3e années du cycle moyen, ainsi que pour les élèves de 1ère et 2e années du cycle secondaire.

ALGÉRIE TÉLÉCOM

Une offre exceptionnelle pour les nouveaux abonnés IDOOM Fibre

Algérie Télécom a le plaisir d'annoncer le lancement d'une promotion exclusive au profit de ses nouveaux clients résidentiels, souscrivant aux offresIDOOM Fibre de 30 Mbps et plus. « Du 4 mai au 2 juin 2025, toute nouvelle souscription à une offre IDOOM Fibre égale ou supérieure à 30 Mbps, le client bénéficiera des avantages suivants : Un débit ultra-rapide de 1 Gbps (1 000 Mbps) pendant 30 jours ; Un modem optique et les frais d'installation inclus pour seulement 1 000 DA. Après l'expiration du mois offert, le débit sera réajusté à celui de l'offre initialement choisie», précise Algérie Télécom dans un communiqué. Cette offre promotionnelle, ajoute la même source, reflète l'engagement d'Algérie Télécom à offrir à ses clients les meilleurs services, tout en poursuivant ses efforts pour assurer une couverture numérique équitable sur l'ensemble du territoire national.

DÉVELOPPEMENT NUMÉRIQUE

Classement 2025 des pays africains les plus performants

L'indice, qui couvre 25 pays africains pour lesquels des données récentes sont disponibles, révèle une forte augmentation de la parité numérique sur le continent africain au cours de la dernière décennie, à la faveur de programmes d'inclusion ciblés. Maurice, l'Afrique du Sud et le Botswana sont les pays africains les plus performants dans le domaine du développement des technologies numériques, selon un classement publié le vendredi 2 mai 2025 par Digital Planet, une initiative de recherche interdisciplinaire sur l'impact des innovations numériques sur le monde, lancée par l'Institute for Business in the Global Context de la Fletcher School (Etats-Unis).

Le « Digital Evolution Index 2025 » évalue le développement des technologies numériques dans 125 pays représentant 92% de la population mondiale, en se basant sur 184 indicateurs regroupés en quatre piliers : l'environnement institutionnel, les conditions de la demande, les conditions de l'offre et la capacité d'innovation et de changement. Ces indicateurs comprennent notamment les infrastructures numériques, les réglementations liées aux technologies de l'information et de la communication, l'adoption de solutions de paiement numériques, l'Etat de droit, les investissements dans l'intelligence artificielle et le degré de développement de l'écosystème des start-up. Chaque indicateur est évalué sur une échelle allant de 0 à 10 points. Tous les indicateurs sont ensuite agrégés à parts égales pour dégager un score global allant de 0 à 100 points pour chaque pays étudié.

En Afrique, l'indice couvre 25 pays pour lesquels des données récentes sont disponibles. Pays le plus performant du continent en matière de développement des technologies numériques, la République de Maurice occupe le 62è mondial avec un score de 52,31 points, devant l'Afrique du Sud (66è rang mondial), qui obtient un score 50,11 points, le Botswana (76è), la Tunisie (79è), le Kenya (84è), l'Egypte (91è), la Namibie (94è) et l'Algérie (96è). Le Sénégal (97è rang mondial) ferme, quant à lui, le top 10 africain. A l'échelle mondiale, les USA sont le pays le plus performant en matière de développement des technologies numériques avec un score de 100 points. Viennent ensuite Singapour (96,72 points), la Finlande (89,20 points), le Danemark (88,55 points) et la Suède (88,24 points).

Le rapport indique aussi que la fracture numérique reste béante entre les différentes régions du monde. Alors que l'Amérique du Nord et l'Europe dominent le top 30 mondial, l'Afrique et le Moyen-Orient restent globalement à la traîne. L'écart se creuse également entre les riches et les pauvres au sein de la plupart des pays en matière d'adoption des technologies numériques.

Des progrès notables ont été cependant enregistrés en matière de parité numérique, grâce notamment aux bonnes performances réalisées par l'Afrique et l'Amérique latine.

Agence

UNION EUROPÉENNE

Une enveloppe de 500 millions d'euros pour attirer les chercheurs

L'Union européenne va proposer une "nouvelle enveloppe de 500 millions d'euros" pour la période 2025-2027 "afin de faire de l'Europe un pôle d'attraction pour les chercheurs", a annoncé lundi la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen. Elle s'exprimait en clôture de la conférence "Choose Europe for Science", organisée à Paris, avec l'objectif d'attirer les scientifiques en poste aux Etats-Unis, dont les travaux de recherche sont menacés par les politiques de l'administration Trump. Vantant les "investissements stables et soutenus" et l'"infrastructure" favorables à la recherche en Europe, Ursula von der Leyen a annoncé des mesures pour pallier ses "lacunes", notamment "une nouvelle super subvention d'une durée de sept ans" ainsi que le doublement jusqu'en 2027 du "complément" versé aux bourses de recherche. "A moyen et long terme: avec nos états membres, nous voulons atteindre l'objectif de 3% du PIB pour l'investissement dans la recherche et le développement d'ici à 2030", a-t-elle ajouté. Elle a également réitéré sa volonté d'"inscrire la liberté de la recherche scientifique dans le droit au moyen d'un nouvel acte législatif sur l'Espace européen de la recherche". Afin de faciliter la venue des chercheurs, "nous voulons aider les institutions publiques et privées à mieux se rapprocher des travailleurs et des chercheurs hautement qualifiés" et "accélérer et simplifier l'entrée des chercheurs de haut niveau" dans l'Union européenne, a-t-elle assuré. "Faire venir les meilleurs chercheurs du monde entier, c'est faire ressortir le meilleur de l'Europe", a-t-elle fait valoir.

DIALOGUE PARLEMENTAIRE

Signature de la déclaration de création de l'espace arabo-latino-américain

La déclaration de création de l'espace arabo-latino-américain a été signée, lundi à Alger, entre l'Union interparlementaire arabe (UIPA) et le Parlement de l'Amérique latine et des Caraïbes (Parlatino). La déclaration a été signée par le président de l'UIPA, président de l'Assemblée populaire nationale (APN), Brahim Boughali et par le président du Parlatino, Rolando Patricio Gonzalez, en présence du vice-président du Parlement centraméricain "PARLACEN", Guillermo Daniel Ortega et de la délégation l'accompagnant, du secrétaire général de l'Union parlementaire des Etats membres de l'Organisation de la coopération islamique (OCI), Mouhamed Khouraichi Niass, d'ambassadeurs, de représentants des pays arabes et latino-américains accrédités en Algérie et de représentants du ministère des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines. Dans son allocution d'ouverture lors de la cérémonie de signature, M. Boughali a souligné que "la création de cet espace constitue une démarche prometteuse vers l'établissement d'un cadre permanent de concertation et de coordination entre les pays arabes et ceux d'Amérique latine dans divers domaines politique, économique, culturel et parlementaire, aux mieux des intérêts communs de nos peuples pour renforcer notre voix sur la scène internationale".

"La coopération Sud-Sud n'est plus un choix mais une nécessité impérieuse pour faire face aux défis communs, réaliser un développement équitable et renforcer les valeurs de paix, de justice et de dignité humaine", a-t-il dit.

Souhaitant à nouveau la bienvenue à l'ensemble des participants, M. Boughali a exprimé ses vœux de "réussite pour l'espace afin qu'il réalise les objectifs et les valeurs suprêmes pour lesquels il a été créé, pour davantage de développement et de solidarité pour notre partenariat".

Pour sa part, M. Rolando Patricio Gonzalez, a mis en avant les efforts du "Parlatino" visant à renforcer les relations avec d'autres régions du monde, y compris avec le monde arabe.

Il a souligné l'importance de "créer une plateforme de dialogue et de concertation entre parlementaires de différentes régions", estimant que "les questions qui concernent tous les Etats doivent être résolues par la participation et la concertation".

Insistant sur "l'importance d'un travail commun pour relever les défis mondiaux, qu'ils soient politiques, économiques ou environnementaux", il a exprimé sa gratitude envers l'Algérie pour l'accueil de cet événement important, tout en soulignant "l'importance de l'action commune pour bâtir un avenir plus juste et plus pacifique".

A noter que le président du Parlatino, M. Rolando Patricio Gonzalez, avait pris part, dimanche, aux travaux du 38e Congrès de l'UIPA, en tant que membre observateur.